



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

[2018-01-16 / 2018-01-31]

Mardi 16 janvier.

Lualaba : Weghsteen Capital Advice rachète la mine d'or de Mpokoto à Armadale Capital. L'entreprise belge Weghsteen Capital Advice a racheté les parts de la compagnie minière Armadale Capital, basée à Kisenge dans la province du Lualaba et la mine d'or de Mpokoto. Le coût de cette opération est évalué à 562 500 dollars. Les réserves d'or de la mine de Mpokoto sont estimées à 678 milles onces. Le nouvel acquéreur de la mine d'or de Mpokoto à Kisenge entend lancer la production dans les deux prochaines années. Du côté de l'entreprise minière Kisenge Manganèse qui détient 20% des parts dans la société Mines d'or de Kisenge, on espère que la société belge Weghsteen Capital Advice va démarrer la construction de l'usine dès l'année prochaine. L'exploitation de l'or devrait également contribuer à relever le niveau de vie de la population de Kisenge, appauvrie par l'arrêt de la production du manganèse depuis plus de 20 ans, assure une source de la société Mines d'or de Kisenge.

Joseph Kongolo : «Laurent-Désiré Kabila n'a malheureusement pas d'héritier». L'analyste politique Joseph Kongolo estime que l'ancien chef de l'Etat Mzee Laurent-Désiré Kabila n'a pas d'héritier capable de perpétuer sa philosophie de gestion des affaires publiques et regrette que les idées défendues par l'ancien président soient actuellement battues en brèche. L'analyste épingle le fait que, sur le plan politique, le pouvoir actuel « gère le pays de manière à faire intervenir la communauté internationale dans la gestion interne des choses ». De son point de vue, cette façon de faire est opposée à «l'option fondamentale » défendue par Laurent-Désiré qui était «l'auto prise en charge», a-t-il relevé. Cette vision « consistait à restituer le pouvoir au peuple pour qu'il l'exerce véritablement à travers les structures comme le service national, les cantines populaires et les œuvres stratégiques afin que le Congolais ne puisse plus jamais mourir de faim qu'il y ait crise à gauche ou à droite». Cette vision politique « constituait à l'époque une véritable révolution politique mais aussi culturelle ».

Bunia: 50 maisons endommagées après la pluie. Le bilan de la pluie qui s'est abattue dimanche 14 janvier à Bunia (Ituri) a fait état d'environ cinquante maisons endommagées et deux enfants blessés au quartier Lumumba. Cette pluie était accompagnée d'un vent violent.

Kasumbalesa : reprise du trafic pour les camionneurs d'Afrique australe. Les chauffeurs des centaines de camions en provenance de l'Afrique australe, qui refusaient de traverser la frontière à Kasumbalesa, ont finalement repris du service samedi 13 janvier, après quatre jours d'arrêt de travail. Ils exprimaient ainsi leur ras-le-bol au sujet de l'insécurité dont ils se disent victimes sur le territoire congolais. Le gouverneur de la province du Haut-Katanga a promis de mettre à la disposition de la police des véhicules pour assurer l'escorte des camions sur l'axe Kasumbalesa-Lubumbashi. Les camions en provenance de l'Afrique australe étaient positionnés au-delà de la frontière de Kasumbalesa sur une distance de plus de 30 km. Les chauffeurs refusaient de franchir la frontière congolaise au motif qu'ils n'étaient pas sécurisés.

«Il y a de l'espoir » pour la tenue des élections en RDC, estime le général Ngweby. «Encore plus de travail et plus de collaboration des troupes sur le terrain », a déclaré le commandant sortant de la force de la Monusco, le général Ngweby,

lundi 15 janvier à Goma (Nord-Kivu) à l'intention de tous les officiers de son Etat-major. Le général Ngweby était à la tête de la Force de la Monusco depuis deux ans. En attendant la nomination de son remplaçant, l'intérim du commandant de la force de la Monusco sera assuré par le général français, Bernard Commins.

Mweka: plaidoyer pour une aide urgente aux victimes des attaques des miliciens à Kakenge. Rita Ncieyi Tshitoko, une notable de Mweka (Kasaï), demande au gouvernement central d'instruire le gouverneur du Kasaï afin qu'il descende d'urgence à Kakenge afin d'apporter une assistance à plusieurs familles victimes d'attaques récentes des miliciens Kamuina Nsapu. Des miliciens Kamuina Nsapu ont incendié la semaine dernière sur ordre du chef de la localité de Kalamba plusieurs habitations dans la localité de Kakenge, laissant plusieurs familles sans abris et dans la précarité la plus totale. D'après elle, cette attaque a également fait des blessés.

Olenghankoy dément une marche du Rassemblement/Kasa-Vubu le 21 janvier. «Le rassemblement n'est pas organisateur d'une manifestation le 21 janvier», a écrit sur Twitter Joseph Olenghankoy le président du Rassemblement/aile Kasa-Vubu, se désolidarisant ainsi de Roger Lumbala. Ce dernier a lancé lundi à un appel à manifester dimanche pour soutenir le processus électoral, le Premier ministre et le président du Conseil national de suivi de l'accord du 31 décembre (CNSA). Les deux dernières personnalités étant issues du Rassemblement/Kasa-Vubu. Sur Twitter, Joseph Olenghankoy appelle ses partisans à éviter l'affrontement. Le comité laïc de coordination, structure de l'église catholique qui avait organisé la marche du 31 décembre dernier ayant occasionné des morts lors de la répression de la police, a également prévu une marche le 21 janvier.

Révérénd Ekofo : « Nous devons léguer à nos enfants un pays où l'Etat existe réellement ». Le révérend François David Ekofo Bonyeku, officiant du culte célébré à l'occasion de la commémoration du 17^e anniversaire de l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila a appelé les dirigeants de la RDC à restaurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du pays. Il a appelé les dirigeants congolais au véritable nationalisme et à se mobiliser pour léguer à la génération future un pays où l'Etat existe réellement. Il a demandé aussi aux dirigeants de léguer aux générations futures un pays riche où les habitants pourront manger à leur faim. En vue de permettre au Congo de mieux prospérer, l'officiant a invité tous les pays voisins de la RDC à s'occuper du développement de leur territoire sans penser à spolier un seul millimètre carré de la RDC.

Sud-Kivu: des coups de feu entendus à Fizi. Des miliciens de la coalition du chef rebelle Yakutumba ont tenté depuis deux jours d'assiéger certains villages dans le secteur de Mutambala, groupement de Babwari dans le territoire de Fizi (Sud-Kivu). Mais les forces régulières ont réussi à les contenir après échange des tirs, ont indiqué mardi 16 janvier des sources militaires.

RDC: des membres du gouvernement interdits de voyager. Quatre membres du gouvernement Tshibala ont été empêchés de voyager à l'extérieur du pays la semaine dernière, alors qu'ils détenaient des ordres de mission signés par le Premier ministre. Des sources aéroportuaires parlent d'un ministre d'Etat, deux ministres et d'un vice-ministre, qui n'ont pas embarqué pour n'avoir pas obtenu un avis préalable et favorable de la présidence de la République sur ces voyages. Certaines sources proches du gouvernement indiquent que l'avis du Premier ministre ne suffit pas pour autoriser la sortie du pays de tout membre du gouvernement. Il faut au préalable obtenir l'avis favorable de la présidence de la République. Ce sont des procédures administratives normales que tout membre du gouvernement est censé connaître.

Le maire de Beni interdit toute couverture médiatique des activités de Lucha. Le maire de Beni a interdit aux médias locaux de traiter des sujets relatifs aux activités du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha). Les contrevenants, menace-t-il, vont « s'exposer à la rigueur de la loi ». Dans une lettre datée du 10 janvier et adressée aux militants de la Lucha et dont les copies ont été adressées aux médias de Beni, l'autorité urbaine estime que le fonctionnement de tout mouvement, association ou forum citoyen doit être conforme à la constitution et aux lois en vigueur dans le pays. Ce qui n'est pas le cas pour la Lucha, estime le maire de Beni, Nyonyi Bwanakawa, qui fait remarquer que la Lucha perturbe l'ordre public ; alors que Beni est une zone sous menace d'insécurité. Pour sa part, la Lucha soutient que le maire n'a pas qualité pour prendre une telle décision, d'autant plus que le président de la République avait reçu, en 2016 à Goma, les militants de ce mouvement avec leur statut et mode de fonctionnement actuels.

Mercredi 17 janvier.

Cholera à Kinshasa : 725 cas suspects. Sept cent vingt-cinq cas suspects de choléra ont été détectés à Kinshasa, capitale de la RDC. Trente-deux personnes sont mortes de cette maladie, affirme le docteur José Bompange, coordonnateur du Programme de lutte contre le choléra. Il souligne que la maladie connaît une extension dans les zones de santé de la capitale. « Les éléments qui favorisent l'extension de ces cas c'est d'abord la densité de la ville de Kinshasa, qui compte près de 13 millions d'habitants. Le deuxième élément, ce sont les conditions dans lesquelles vivent certaines populations dans certains

quartiers avec une fourniture en eau parfois insuffisante. Nous sommes en pleine saison de pluie. Le débordement des eaux agit aussi également comme un facteur d'amplification», note le docteur José Bompange.

RDC : pour Me Tunda ya Kasende, la lutte de Lumumba et celle de Laurent-Désiré Kabila sont similaires. A l'occasion de la commémoration ce mercredi 17 janvier du 57^{ème} anniversaire de la mort de l'ancien Premier ministre Patrice Emery Lumumba, M. Tunda ya Kasende note que les deux hommes d'états ont été assassinés parce qu'ils défendaient les mêmes causes, notamment l'indépendance de la RDC. Le cadre du PPRD relève à ce sujet quelques similitudes dans les propos tenus par les deux anciens dirigeants congolais au cours de leurs carrières politiques. « Lumumba a dit l'histoire du Congo ne s'écrira pas à Paris, pas en Belgique, pas aux USA, et M'zee dit que les Congolais doivent s'organiser pour prendre leur destin en main », se souvient-il. « Nous nous prenons en charge malheureusement de diverses manières. Il y a ceux qui vont à l'Ile de Gorée pour recevoir des instructions, il y en a qui vont à Genval se réunir avec des étrangers pour recevoir des orientations pour ce qu'ils doivent faire par rapport à l'atteinte de notre souveraineté », a déploré le juriste faisant allusion aux réunions d'opposants congolais organisées au Sénégal et en Belgique en 2016 avant l'expiration du deuxième et dernier mandat du Président Kabila.

Masi-Manimba: une vingtaine de vaches décimée par des épizooties ; Une vingtaine de vaches a succombé à la suite des maladies qui attaquent depuis trois mois le gros bétail dans plusieurs localités du territoire de Masi-Manimba (Kwilu). Le territoire de Masi-Manimba ne dispose quasiment pas des moyens pour faire face à cette épizootie. Il sollicite l'aide du gouvernement central pour aider financièrement les fermiers dont les bétails sont affectés et des médicaments pour mettre fin à la propagation de ces maladies dans les fermes du secteur.

Personne « n'a ni le courage ni la lucidité et la volonté de Patrice Lumumba» (Pierre Verjans). Personne parmi les dirigeants politiques congolais « n'a ni le courage ni la lucidité et la volonté de Patrice Lumumba pour incarner ce combat. Le paradoxe c'est que cette lutte a un sens mais elle n'a pas de successeur», a déclaré mercredi 17 janvier Pierre Verjans, politologue et enseignant à l'Université de Liège, en Belgique, et de Butembo, en RDC. La lutte de Lumumba a un sens parce qu'il y a des gens qui veulent rassembler les Congolais, parler au nom de l'ensemble du peuple congolais. «On sait maintenant au sein des décideurs congolais que l'invocation ethnique ne suffit pas pour construire et asseoir un pouvoir public au Congo», a encore soutenu l'universitaire.

Les Congolais ne jouissent pas de la liberté pour laquelle Lumumba est mort, déplore François Xavier Beltchika. La RDC commémore mercredi 17 janvier le 57^{ème} anniversaire de l'assassinat de Patrice-Eméry Lumumba, premier Premier ministre du pays. Pour l'opposant François Xavier Beltchika, la noble lutte de Lumumba a consisté à libérer le pays et ses habitants de l'emprise du colonialisme. Il regrette cependant que la liberté pour laquelle il s'est battu jusqu'à la mort soit à ce jour foulée au pied. Il avait sacrifié sa vie pour que la RDC obtienne son indépendance. Mais, François Xavier Beltchika regrette que l'indépendance politique ainsi obtenue n'ait pas été traduite en acte.

Haut-Katanga : la FEC réclame la mise à l'écart des structures privées du poste-frontière de Kasumbalesa. Le président de la FEC Eric Monga, accuse sans les citer des structures privées qui opèrent dans ce poste d'être à l'origine de la hausse de la taxation des marchandises et véhicules qui entrent en RDC à partir de cette frontière. «On devrait payer 100USD par camion : 86 USD pour l'institution qui gère ce poste et 14 USD pour la TVA. Mais le fait nouveau avec ces services est que vous ne payez plus par camion, mais vous payez par déclaration de chaque marchandise transportée. Or un camion peut ramener entre dix à vingt marchandises. Ce qui fait que par camion, vous atteignez 1400 USD de taxe » se plaint M. Monga. Il préconise comme solution à ce qu'il qualifie de multiplicité des taxes à cette frontière, l'instauration du guichet unique intégral pour réduire les services à ce poste et obtenir la baisse de la taxation de l'entrée des véhicules à partir de Kasumbalesa.

Violences au Kasai : l'ONG IIRI dénonce les viols des femmes par les militaires. Plusieurs femmes ont été violées par des militaires qui reprenaient le contrôle des cités autrefois occupées par des miliciens durant les violences liées au phénomène Kamuina Nsapu aux Kasai, a révélé l'ONG internationale des droits de l'homme Refugee Rights Initiative (IRRI) dans un rapport publié mardi 16 janvier sur les violences et les déplacements dans la région du Kasai. Pour Thijs Van Laer, directeur de cette ONG de défense des droits humains, la RDC est actuellement le théâtre d'une des plus graves urgences humanitaires du monde.

Prison de Bunia : sept décès en deux semaines. Sept détenus sont morts en deux semaines à la prison centrale de Bunia (Ituri) à la suite de mauvaises conditions de détention. Trois détenus malades sur sept sont décédés mardi 16 janvier faute de soins médicaux. A en croire le directeur de la prison, une trentaine de détenus sont malades et certains dans un état très critique depuis une semaine. Ces détenus souffrent notamment de diarrhée et la prison fait face à la rupture de stocks de médicaments, alerte-t-il. Il déplore également les conditions d'hygiène précaires dans lesquelles vivent ces prisonniers,

signalant notamment l'absence depuis plusieurs semaines déjà d'eau potable au sein de cet établissement pénitentiaire. La prison de Bunia héberge actuellement environ 1130 détenus.

L'ONU préoccupée par « la détérioration constante de la sécurité » en RDC. Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU se sont dits « préoccupés par la détérioration constante de la sécurité et par la situation humanitaire inquiétante, qui a atteint des niveaux catastrophiques dans certaines parties » de la RDC. Dans une déclaration publiée mardi 16 janvier à New York, les membres du Conseil de sécurité ont demandé aux États Membres d'accroître les financements pour répondre d'urgence aux besoins humanitaires dans le pays.

Mgr Kwambamba exhorte les autorités à « ne pas être à la base des malheurs du peuple ». L'évêque auxiliaire de l'archidiocèse de Kinshasa, Mgr Jean-Pierre Kwambamba a exhorté ce mercredi 17 janvier, les autorités congolaises à ne pas être responsables des malheurs du peuple congolais. Il a fait cette exhortation au cours d'une messe célébrée à la Cathédrale Notre Dame du Congo à l'occasion du 57^e anniversaire de l'assassinat de Patrice Emery Lumumba. L'évêque auxiliaire de Kinshasa a aussi évoqué la désapprobation de l'église catholique face à la profanation de certaines paroisses de Kinshasa le 31 décembre 2017, en marge de la marche organisée sous la bannière du Comité Laïc de coordination- pour exiger l'application intégrale de l'accord de Saint-Sylvestre. Le Premier ministre Bruno Tshibala, les membres du gouvernement et plusieurs personnalités ont assisté à cette messe.

Haut-Katanga : inquiétude sur la suspension des travaux sur le site où avait été tué Lumumba. Les membres de l'ASBL « Lumumbistes », qui défendent l'héritage idéologique de Patrice-Emery Lumumba, s'inquiètent de la suspension des travaux qui s'effectuaient sur le site où avait été tué le héros de l'indépendance de la RDC. Ce site est situé au village Shilatembo à une cinquantaine de km de Lubumbashi sur l'axe routier Lubumbashi-Likasi. «Le gouvernement provincial a un budget et nous travaillons par étapes c'est-à-dire qu'à un niveau il y a un décaissement qui sort et on attend pour l'autre niveau que le budget soit voté à l'assemblée provinciale. Nous continuons avec les travaux. On ne peut pas terminer tous les chantiers sur base d'un seul édit budgétaire », explique Serge Khonde.

Nord-Kivu : crainte d'un affrontement entre deux groupes armés rivaux à Lwibo. Les miliciens de groupe Mai-Mai APCLS de Janvier Kalahiri menacent d'attaquer la coalition Mai-Mai et les NDC/Rénové à Lwibo, un village du territoire de Masisi dans la province du Nord-Kivu. Selon les sources locales, une coalition d'un groupe de dissidents APCLS et des combattants NDC/Rénové ont attaqué le quartier général de l'APCLS de Janvier Kalahiri à Matembe dans la localité de Lwibo. Des renforts de l'APCLS en provenance de Bashali se dirigeraient vers Lwibo, indiquent les sources locales, soulignant que les habitants de cette localité la quittent pour se diriger vers Nyabiondo.

Trois agences de l'ONU appellent à prévenir la famine dans la région du Kasai. Trois agences humanitaires des Nations Unies ont tiré mercredi 17 janvier la sonnette d'alarme concernant la situation alimentaire dans la région du Kasai, où la famine menace des millions de personnes. « Les agriculteurs, qui ont fui en raison des affrontements, ont raté trois saisons consécutives de semis. Du coup, les vivres manquent cruellement. L'aide alimentaire ne parvient pas à combler le vide. Seulement 400.000 des 3,2 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire grave au Kasai ont reçu une aide en décembre », ont déclaré l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et le Programme alimentaire mondial (Pam). Environ 630.000 personnes déplacées ont regagné leurs villages incendiés après s'être cachées dans la forêt et elles ont besoin d'assistance pour reprendre la production alimentaire. Plus de 90% des communautés rurales dépendent en effet entièrement de l'agriculture. L'état nutritionnel des enfants est particulièrement critique. « Au moins 400.000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë sévère. Ils risquent de mourir, à moins de recevoir de toute urgence une aide en matière de santé, d'eau, d'assainissement et de nutrition. La sécurité alimentaire à plus long terme doit être rétablie et les pratiques d'alimentation et de soins améliorées afin que les enfants puissent avoir accès à la nourriture de qualité dont ils ont besoin ». Au-delà du Kasai, la situation humanitaire dans l'ensemble de la RDC s'est détériorée de manière significative au cours de l'année passée. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) rappelle que 4,3 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, dont 1,7 million qui ont dû fuir rien qu'en 2017. Ce récent pic de déplacement a fait de la RDC le pays avec le plus grand nombre de personnes déplacées internes en Afrique. Au total, 13,1 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire dans tout le pays en 2018.

Le Nigérian Isaac Chikadibia va mener l'enquête spéciale sur la mort des réfugiés burundais à Kamanyola (ONU). Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, a demandé au Lieutenant-Général, Chikadibia Isaac Obiakor, du Nigéria, de diriger une enquête spéciale sur l'incident qui s'est produit au Sud-Kivu, en RDC. Le 15 septembre 2017, 37 réfugiés burundais et un militaire congolais avaient été tués lors de violences qui avaient éclatées à Kamanyola près d'une base de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco). L'enquête examinera les

défis auxquels est confrontée la MONUSCO dans l'exercice de son mandat de protection des civils. L'enquête formulera également des recommandations sur l'amélioration des performances des troupes de l'opération onusienne en RDC.

Jeudi 18 janvier.

Kananga : des coups de feu près de l'aéroport perturbent les activités. Les habitants des quartiers proches de l'aéroport de Kananga vivent dans peur. Des coups de feu sont régulièrement entendus dans leurs quartiers. Ils se plaignent de cette situation qui occasionne la perturbation des activités dans cette partie de la ville. Dimanche 14 janvier dernier, quatre militaires ont été tués à un poste de l'armée situé à proximité de l'aéroport de Kananga.

Haut-Katanga : un homme tué par des miliciens à Kalubembe. Un homme a été tué, mardi 16 janvier, au village Kalubembe, situé à 41 km de Pweto dans le Haut-Katanga, lors d'une attaque des miliciens Twa, qui s'en prennent aux passants de cette localité avec des flèches.

Gabriel Kyungu « à l'étranger » pour des raisons médicales. Le coordinateur du Rassemblement de l'opposition dans le Grand Katanga, Gabriel Kyungu wa Kumwanza a quitté mercredi dans la soirée la ville de Lubumbashi pour se faire soigner à l'étranger.

Gabriel Kyungu s'est rendu en Afrique du sud avant d'aller en Belgique.

Insécurité au Parc de Virunga : l'ICCN appelé à mettre en place des projets en faveur des jeunes désœuvrés. Des jeunes réunis au sein de la Convention des jeunes pour la paix au Congo (CJPC) demandent à l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) à mettre en place des projets en faveur des jeunes désœuvrés en vue d'enrayer l'insécurité dans le parc national de Virunga dans la province du Nord-Kivu. Il réagissait à l'annonce par l'ICCN de l'obtention d'un financement d'environ 15 millions d'euros, don de l'Union européenne. En septembre 2017 dernier, les acteurs environnementaux avaient dénoncé l'insécurité créée par une coalition de deux groupes de miliciens Mai-Mai dans le lac Edouard qui fait partie intégrante du Parc national des Virunga. Selon eux, ce site est de plus en plus menacé par la pêche illícite entretenue par des groupes armés Mai-Mai Charles et Mazembe qui perçoivent des taxes de façon illégale auprès des pêcheurs.

Tanganyika : libération de deux agents de l'ONG IRC kidnappés à Mazonde. Les deux agents de l'ONG International Rescue Committee (IRC), kidnappés dimanche par des hommes armés dans la localité de Mazonde située au Nord-est de Kalemie (Tanganyika) ont été relâchés mardi. Ils ont été récupérés mercredi dans la matinée par les humanitaires près du pont jeté sur la rivière Lwana dans le secteur de Kakinga. C'est à cet endroit que leurs ravisseurs les ont abandonnés.

Nord-Kivu : la société civile opposée à l'expulsion des creuseurs artisanaux du site minier de Bisié. Selon ce département de la société civile du Nord-Kivu, cette expulsion qui a commencé depuis décembre 2017, se fait en violation de la loi minière en RDC et des droits humains. Prince Kihangi, le responsable du groupe thématique de la société civile du Nord-Kivu chargé des mines renseigne que cette opération affecte entre deux et trois milles creuseurs artisanaux. D'après lui, plusieurs ex-combattants des groupes armés figurent parmi ces expulsés. La société Alpha mines envisage depuis janvier 2017 de lancer l'exploitation industrielle de cassitérite de ce site minier avec l'accord de l'Etat.

Le PAM cherche 97 millions USD pour répondre à la crise humanitaire au Kasai. Le Programme alimentaire mondial envisage d'assister cinq cent mille sinistrés d'ici fin janvier dans l'espace kasaien. Mais, d'après le coordonnateur des urgences du Pam pour la région, Mateo Perrone, il faudra 97 millions USD jusqu'à fin juin pour atteindre toutes les personnes visées. L'insuffisance de fonds n'est pas la seule difficulté. Cette région a connu récemment des affrontements meurtriers entre forces de l'ordre et miliciens. Certaines poches d'insécurité persistent encore. Beaucoup de villages, notamment dans le territoire de Tshikapa, sont toujours déserts. Leurs habitants ont été tués ou se sont déplacés. Outre l'insécurité, la dégradation d'infrastructures routières constitue un réel défi pour faire parvenir l'aide aux bénéficiaires. Pour remettre les sinistrés au travail, le Pam et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao) ont uni leurs efforts dans le cadre des projets communs visant l'autonomisation des bénéficiaires. La Fao fournit une assistance alimentaire complémentaire à celle du Pam dans toutes les zones de santé où le PAM intervient (Kamwasha, Kamonia, Kalonda et Tshikapa), et appuie la relance agricole grâce à la distribution d'outils aratoires, suivie de formations en techniques agricoles. La combinaison de l'aide alimentaire et agricole vise à permettre aux familles bénéficiaires de s'alimenter de manière autonome et de dégager un revenu.

La crise socioéconomique s'amplifie à Tshikapa. La vie devient de plus en plus difficile à Tshikapa au Kasai. La ville fait face à la flambée des prix des produits de première nécessité, l'effondrement du secteur du diamant et la persistance de l'insécurité. Cette situation est consécutive au phénomène Kamuina Nsapu, qui a fait des milliers de morts et des déplacés.

Zacharie Kabangu, président de l'association des négociants de diamant et de l'or, explique que le conflit armé a ravivé les tensions tribales dans les zones minières. De son côté, le gouverneur du Kasai, Marc Manyanga, se dit optimiste. Il espère qu'avec la réouverture de la frontière Angola-RDC, samedi dernier, sa province sera désenclavée. Il reste cependant un autre défi: la réhabilitation des routes de desserte agricole et celle qui relie les villes de Tshikapa et Kananga.

Mbuji-Mayi: l'abbé Pierre Kabamba « craint pour sa vie ». Le président de la commission Justice et paix du diocèse de Mbuji-Mayi (Kasai-Oriental), l'abbé Pierre Kabamba, affirme faire l'objet de filature par des individus suspects. Il a remarqué la présence de ces hommes devant son bureau de travail, après la messe qu'il a officiee le dimanche 14 janvier dans la paroisse Saint Achille. L'abbé Kabamba estime que ces menaces sont liées à la campagne que mènent, depuis un temps, certains acteurs politiques contre l'Eglise catholique. Il dénonce une démarche visant à l'intimider, à le faire taire. « Comment ne pas parler quand la situation est telle qu'elle a besoin des gens qui parlent ? », s'interroge l'abbé Kabamba, promettant de ne pas rester indifférent à la souffrance de la population.

Les FARDC lancent une campagne de désarmement volontaire des groupes armés dans le territoire de Lubero. Les Forces armées de la RDC ont lancé mercredi 17 janvier une campagne de sensibilisation pour le désarmement volontaire des groupes Mai-Mai actifs dans le territoire de Lubero. Au cours de cette campagne couplée aux patrouilles des combats, un commandant appartenant au groupe Mai-Mai/Léopard s'est rendu aux forces loyalistes. Les FARDC ont lancé le 13 janvier une offensive contre tous les groupes armés, dont les ADF, actifs dans les territoires de Beni et Lubero.

Florence Marchal : « Le mandat assigné à la MONUSCO est de protéger la population et neutraliser les groupes armés ». Florence Marchal, porte-parole de la Monusco, a affirmé ce jeudi 18 janvier que le mandat assigné à la mission onusienne en RDC par le Conseil de sécurité des Nations Unies est de protéger la population congolaise en appuyant le gouvernement de la RDC pour neutraliser les groupes armés. Mandat qu'elle exécute malgré un environnement de plus en plus complexe. Elle a fait cette déclaration pour répondre aux accusations du président ougandais vis-à-vis de la mission onusienne. M. Museveni accuse la Monusco d'entretenir le terrorisme dans l'Est de la RDC : « la Mission des Nations unies en RDC préserve le terrorisme. Les terroristes sont faibles, ils ont eu la liberté de mouvement et l'espace mais n'ont pas progressé dans leurs entreprises. S'ils étaient forts, ils auraient beaucoup plus d'impact ».

Vendredi 19 janvier.

Antoine Gizenga : « Je conseille aux détenteurs du pouvoir de féliciter la sincérité du piment et de se méfier de l'hypocrisie du sucre ». « Je conseille aux détenteurs du pouvoir de féliciter la sincérité du piment et de se méfier de l'hypocrisie du sucre ; car celui qui vous dit que ça ne va pas n'est pas votre ennemi, mais un compagnon avec qui il faut réaliser les rêves d'un Congo meilleur et prospère. Par contre, l'homme qui vous flatte vous tend un filet sous le pied », conseille Antoine Gizenga, secrétaire général du Parti Lumumbiste unifié (PALU). Le chef du PALU s'est exprimé dans un message de vœux à la Nation et aux militants de son parti à l'occasion de la commémoration du 57e anniversaire de la mort de Patrice-Emery Lumumba. Antoine Gizenga se dit profondément inquiet de la détérioration continue de la situation politique en RDC. Gizenga et le PALU sont prêts pour les élections et rappellent que « la demande du peuple congolais d'aller aux élections le plus rapidement possible et cette demande est constitutionnellement légitime ». Tout bras de fer, note Antoine Gizenga, pour retarder les échéances est inadmissible. Concernant ces élections, le PALU promet d'avoir des candidats à tous les niveaux.

Elections en RDC : le parlement européen demande la publication d'un budget électoral réaliste. Dans sa résolution 2515 publiée jeudi 18 janvier à Bruxelles, le parlement européen conditionne le financement des élections en RDC par la publication d'un budget électoral réaliste. Les députés de l'Union européenne attendent aussi du gouvernement congolais des garanties relatives à l'ensemble des droits fondamentaux et des libertés pour tous les partis politiques et les organisations de la société civile. Le parlement européen demande également aux autorités congolaises de libérer tous les prisonniers d'opinion et de mener une enquête indépendante sur la répression violente des manifestations de décembre 2017. Il invite la Cour pénale internationale (CPI) et les Nations unies à enquêter sur les allégations de la Fédération internationale des droits de l'homme, qui affirme que les forces de sécurité et les milices congolaises, soutenues par le gouvernement, commettent des crimes contre l'humanité dans la province du Kasai. Le parlement européen se déclare aussi préoccupé par les dernières réductions de troupes et des coupes budgétaires opérées par les Nations Unies.

Insécurité en RDC : « Œuvre de certains politiciens », selon le général Mgwebi de la Monusco. L'instabilité sécuritaire observée dans plusieurs provinces de la RDC est aussi « l'œuvre de certains politiciens d'une manière ou d'une autre », a déclaré jeudi 18 janvier le commandant de la force de la Monusco, le lieutenant général Derrick Mgwebi. Pour lui, les conflits armés sont alimentés par les conflits politiques. Selon lui, cette instabilité sécuritaire est une des conséquences de la

crise politique à laquelle le pays fait face. Il pense qu'il faudrait une forte mobilisation pour résoudre ces problèmes en mettant en place un gouvernement démocratique en RDC.

Beni : violents combats entre Fardc et présumés ADF, quatre morts. Quatre assaillants ont été tués, tôt vendredi 18 janvier, lors des combats qui ont opposé les Fardc aux présumés rebelles ougandais des ADF. Les combats se sont déroulés dans les villages de Parikingi et Abialos dans le territoire de Beni au Nord-Kivu.

Masisi : deux agents de MSF/Hollande kidnappés par des hommes armés. Deux agents de Médecins sans frontières (MSF) ont été enlevés, jeudi 18 janvier par des hommes armés dans le village de Kalembé dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Le convoi de MSF revenait d'Ihula, en territoire de Walikale, où il s'était rendu pour une assistance médicale avant de tomber dans une embuscade d'hommes armés. Les rebelles rwandais des FDLR/CNRD sont accusés d'être les auteurs de ces attaques. Ils ont braqué les conducteurs des véhicules avant de les contraindre à s'arrêter. D'après les témoins, ils seraient repartis avec les deux agents de MSF sans rien emporter, laissant le convoi poursuivre son voyage jusqu'à sa base de Mweso, dans le Masisi.

RDC : après 13 mois de galère, les agents des LMC touchent leurs salaires. Les agents des Lignes maritimes congolaises (LMC) se réjouissent d'avoir touché leurs arriérés de salaire après treize mois sans rémunération. D'après Patrick Kimana, le président du syndicat des agents des LMC, c'est grâce à un audit initié par la ministre du Portefeuille Wivine Mumba que ces arriérés ont été épongés. Le syndicaliste Patrick Kimana déplore cependant le fait que cette société de transport maritime ne dispose plus de sa propre flotte. Pour ses activités, les LMC louent quotidiennement des navires à hauteur de 10 000 USD, renseigne-t-il. A l'en croire, une firme est d'accord pour mettre à la disposition des Lignes maritimes congolaises quelques navires à crédit, à condition que le gouvernement signe une lettre de garantie. Mais le gouvernement a toujours été « hésitant », relève-t-il.

Kasaï : le siège de l'assemblée provinciale toujours scellée par la police. Les députés provinciaux du Kasaï ne siègent plus depuis plus d'une semaine. Le siège de cette institution est toujours scellé par les forces de l'ordre. C'est depuis le 12 janvier que le siège de l'organe délibérant du Kasaï a été scellé par la police. Des sources proches de cette institution ont indiqué que la mesure avait été prise par le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazany Shadari afin d'empêcher une démarche visant à déchoir l'actuel gouverneur du Kasaï Marc Manyanga.

La Cenco demande aux prêtres d'encadrer les laïcs qui veulent marcher. La Conférence épiscopale nationale du Congo demande aux évêques et prêtres de divers diocèses de la RDC où les laïcs décident de manifester de pouvoir encadrer les fidèles dans leur volonté d'organiser la marche. Dans sa lettre adressée aux évêques, le président de la Cenco, Monseigneur Marcel Utambi, n'a jamais découragé les laïcs ni encore moins décommandé cette marche, a affirmé l'abbé Nshole, précisant que cette manifestation est bel et bien une initiative des laïcs et non de la Cenco. Selon lui, Mgr Utambi a demandé que, dans les diocèses où les laïcs prennent cette initiative, « les évêques, les prêtres les accompagnent pour qu'ils restent dans le sens de l'appel de la Cenco. » Il a par ailleurs conseillé aux organisateurs de respecter la constitution de la RDC, qui « demande d'informer et non de demander la permission » aux autorités. Les laïcs catholiques ont annoncé l'organisation d'une marche pacifique le 21 janvier pour réclamer l'application de l'accord de la saint Sylvestre.

Lualaba: le gouverneur Muyej condamne l'érection de la cité «Kafwaya». Le gouverneur de la province du Lualaba, Richard Muyej, fustige l'érection informelle d'une cité dénommée « Kafwaya » sur l'axe Tenke Fungurume. Des familles entières y sont installées et vivent dans la promiscuité au sein des abris construits en bâches. Pour lui, ce lieu est devenu un repère de grands bandits qui sèment la terreur à Lubumbashi et à Kolwezi.

Samedi 20 janvier.

L'Organisation des consommateurs dénonce le «laxisme» du gouvernement sur les produits laitiers contaminés. L'Organisation de défense des consommateurs (ODC) a dénoncé vendredi 19 janvier le «laxisme» du gouvernement par rapport au dossier du scandale des produits laitiers Lactalis potentiellement contaminés. Alors que ce dossier touche près de 90 pays dans le monde dont beaucoup, y compris en Afrique, ont décidé de les retirer des marchés pour protéger leurs populations, l'ODC constate que les autorités congolaises gardent un mutisme coupable au moment où ces produits incriminés continuent d'être vendus et consommés en RDC.

Les étudiants refusent «que leur sang soit versé une fois de plus» à travers des manipulations politiciennes. Les étudiants congolais réunis au sein de la Représentation des étudiants du Congo (REC) disent «non à la manipulation de la jeunesse estudiantine par des hommes politiques». Dans leur cahier de charges présenté vendredi 19 janvier, ils appellent aussi au respect du caractère apolitique des universités. Certains sont morts lors des événements «malheureux» de janvier

2015 et septembre 2016, a rappelé Mario Baitelemeko. Sur le plan social, la REC invite le gouvernement congolais à améliorer les conditions de vie des étudiants dans les universités. Elle plaide aussi pour : la réhabilitation des homes ; la réduction du cout de transport pour les étudiants régulièrement inscrits ; la reprise des bourses d'études pour les finalistes dans le budget de l'Etat.

La marche des Laïcs catholiques interdite à Kinshasa et Mbuji-Mayi. La marche projetée dimanche 21 janvier par le Comité laïc de coordination est interdite. L'Hôtel de ville de Kinshasa, a annoncé cette décision. Le vice-gouverneur, Clément Bafiba, affirme qu'il ne peut pas prendre acte de cette marche, les organisateurs n'ayant pas répondu à son invitation pour échanger sur le dossier. Pour sa part, le gouverneur Alphonse Ngoyi Kasanji invite la population du Kasai-Oriental à consacrer la journée de dimanche au culte à Dieu, et à éviter la voie de la rue. Dans un communiqué le Comité laïc de coordination du diocèse de Mbuji-Mayi, confirme l'organisation de la marche.

La Ceni lance la campagne nationale d'éducation électorale. La Commission électorale nationale indépendante a officiellement lancé, vendredi 19 janvier, la campagne nationale d'éducation électorale et de sensibilisation des électeurs en RDC. Au centre de cette sensibilisation, entre autre la machine à voter dont la démonstration a été faite devant plusieurs organisations de la société civile et la presse. Corneille Nangaa indique que les partis politiques, les organisations de la société civile et les médias devront s'impliquer dans cette campagne.

La Monusco sera sur le terrain pour «observer les marches pacifiques». La Mission de l'ONU en RDC annonce qu'elle sera sur le terrain dimanche 21 janvier «pour observer les marches pacifiques annoncées», en application de son mandat. Selon son communiqué de vendredi 19 janvier, elle prévoit de déployer des équipes dans les principales villes du pays pour rapporter «d'éventuelles violences et violations des droits de l'homme.» La Monusco rappelle que le droit de manifester pacifiquement est inscrit dans la Constitution congolaise et est protégé par les engagements internationaux de la RDC et que les marches ou toutes autres manifestations doivent se tenir dans le calme et la retenue. Toutes les parties en présence, qu'il s'agisse des manifestants ou des forces de défense et de sécurité, doivent s'abstenir de recourir à la violence sous toutes ses formes, indique le communiqué.

Lieutenant Général Derrick Mgwebi : «La solution à la crise congolaise n'est pas militaire, mais politique». Le commandant des Casques bleus de la Monusco, le lieutenant général Derrick Mgwebi se prononçait sur les moyens et stratégies pour mettre durablement fin aux activités des groupes armés à l'est de RDC, au cours de sa dernière conférence de presse avec les professionnels des médias congolais. Le lieutenant général sud-africain arrive au terme de son mandat à la tête de la Force de la Mission onusienne en RDC. Pour lui, les efforts militaires fournis sur le terrain en RDC doivent être soutenus par des efforts politiques. Les différentes milices qui sévissent au Congo opèrent sur des bases ethniques. Le lieutenant général Derrick Mbuyiselo Mgwebi a recommandé l'ouverture de l'espace politique, l'application des mesures de décrispation et plaidé en faveur de la liberté d'expression. De nationalité sud-africaine, le lieutenant général Derrick Mbuyiselo Mgwebi a officiellement pris ses fonctions le 1er février 2016.

Ituri : 536 cas de choléra enregistrés en une année, 17 morts. Dix-sept personnes sont mortes de choléra sur les cinq cent trente-six cas enregistrés de janvier 2017 au 15 janvier 2018, dans les zones de santé de Tchomia, Gety, Angumu et Nyarambe en Ituri. La recrudescence de choléra est due au problème d'eau potable et latrines surtout dans les localités situées au bord du lac Albert, ainsi qu'au manque de respect des mesures d'hygiène.

Dimanche 21 janvier.

Marche pacifique des chrétiens catholiques réprimée à Kisangani et Bukavu. A Kisangani, la marche des laïcs chrétiens catholiques a été fortement réprimée par les forces de l'ordre, ce dimanche 21 janvier. Les marches ont débuté dans différentes paroisses catholiques de la ville de Kisangani, après la messe. Dans chaque paroisse les manifestants ont été accompagnés par leurs curés respectifs ainsi que d'autres prêtres à la tête d'affiche. Les chrétiens catholiques scandaient des chants religieux, portant une croix au-devant et brandissaient des calicots sur lesquels on pouvait lire : «nous fidèles chrétiens, demandons l'application complète et intégrale des accords de la Saint Sylvestre su 31 décembre 2016 ». Les uns ont parcouru plus au moins cinq cent mètres du point de départ et les autres, par contre ont fait près d'un kilomètre avant d'être dispersé par la police. Ces éléments de la police nationale ont fait usage des gaz Lacrymogène et tiré à balles réelles de sommation. A Bukavu, la police a déployé ses éléments sur tous les points chauds de la ville. C'est notamment à la place Mulamba, au marché de Nyawera, Vamaro, près de la DGI, non loin de la cathédrale, la place de l'indépendance et à la place Major Vangu/ Essence, dans commune d'Ibanda, point de chute de la marche tel que prévu par les organisateurs.

Marche des chrétiens catholiques : manifestants dispersés à Yolo. La marche par le Comité laïc de coordination a été dispersée à la paroisse St Gabriel de Yolo Sud dans la commune de Kalamu à Kinshasa, par des gaz lacrymogènes et des

coups de feu ont été entendus. En revanche, dans la commune de Bumbu, la marche des chrétiens a eu lieu sur l'avenue Saio sans incident.

Mbuji-Mayi: les paroisses cernées par les forces de l'ordre. L'évêque du diocèse de Mbuji-Mayi, monseigneur Emmanuel Bernard Kasanda s'est exprimé ce matin sur la radio catholique Buena Muntu : « Aux prêtres du diocèse de Mbuji-Mayi, aux religieux et religieuses et à mon peuple fidèle du diocèse de Mbuji-Mayi. Quelle grande surprise de nous réveiller ce matin en constatant les forces de l'ordre postées aux portes de nos églises respectives. J'exhorte les prêtres, vêtus de leurs soutanes, d'aller présider l'eucharistie à leurs endroits respectifs. Car, rien ne nous a été notifié en rapport ce que nous constatons. Ne les craignez point. Ayez le courage et osez regrouper les chrétiens pour cette célébration qui ne va pas nous être refusé. L'union fait la force. Unissez-vous pour organiser la prière », exhorte Mgr Emmanuel-Bernard Kasanda.

Kasai-Central: pas de manifestations à Kananga. Dans les paroisses catholiques de la ville, les messes ont été célébrées à leur horaire habituel. Après les célébrations eucharistiques, les fidèles ont regagné leurs domiciles comme à leur habitude. Le comité laïc local de l'église catholique n'avait lancé aucun mot d'ordre en rapport avec cette journée.

Pas de marche à Bunia. Les fidèles de Bunia dans la province d'Ituri n'ont pas marché. Mais l'évêque du diocèse catholique de Bunia demande au pouvoir en place d'exécuter correctement le contenu de l'accord de la Saint Sylvestre qui a bénéficié de bons offices de l'épiscopat. Mgr Dieudonné Uringi, trouve inconcevable que les droits fondamentaux et des libertés des citoyens qui sont régis par la constitution soient étouffés par un pouvoir qui « est fin mandat ». Il plaide pour l'amélioration des conditions de vie des populations qui croupissent dans la misère pendant que certaines personnes s'enrichissent au quotidien.

Mbuji-Mayi : la police lance des lacrymogènes la dans la cathédrale Saint Jean baptiste Bonzola. Après la messe célébrée par les abbés Blaise Kanda et Pierre Kabamba, les forces de l'ordre ont interdit aux chrétiens de sortir de la cathédrale. Quatre grenades lacrymogènes ont été lancées à l'intérieur de la cathédrale, où étaient enfermés les fidèles catholiques.

Paroisse Saint Jean-Baptiste : la marche dispersée par les forces de l'ordre. La marche des catholiques de la paroisse Saint Jean-Baptiste de Bumbu, dans la commune de Selembao à Kinshasa, a été dispersée à 300 mètres du point de départ par la police. Cette dernière a utilisé des coups de gaz lacrymogène et des balles réelles pour disperser les foules. Une partie de la foule a réussi à franchir la barrière avant de se voir décapiter de son leader monsieur Théo Binevila qui a été donc arrêté, menotté, malmené et amené à destination inconnue. La police a arrêté quelques manifestants.

Marche des laïcs catholiques : l'ONG ACAJ dénonce la séquestration de 10 prêtres. Le président de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ), Georges Kapiamba, a condamné la répression de la marche pacifique organisée dimanche 21 janvier par les laïcs catholiques et « Nous avons le cas de dix prêtres arrêtés, dont Monsieur l'abbé Dieudonné Mukinayi, de la paroisse Saint Christophe de Binza Ozone (Kinshasa). [II] est séquestré dans une résidence d'un membre du gouvernement avec huit paroissiens », a indiqué Georges Kapiamba, parlant également de deux religieuses portées disparues. L'ACAJ annonce un bilan provisoire de cinq personnes tuées « à balles réelles », dont une fille de d'environ seize ans, dans la ville de Kinshasa.

Les Kimbanguistes non concernés par la marche du 21 janvier. La lettre publiée dans les médias est un montage, selon lui, car le chef spirituel n'a jamais signé une quelconque lettre faisant allusion à la marche, initiée par les laïcs catholiques pour exiger le respect de l'accord du 31 décembre 2016. De ce fait, tous les Kimbanguistes sont appelés à rejoindre leurs églises respectives. « L'église kimbanguiste est pour la paix », conclut Surbens Swalenge.

Six morts après dispersion de la marche des catholiques. « Selon le bilan provisoire en ma possession, 6 personnes auraient été tuées [à Kinshasa]. Il y aurait également 57 blessés et plus de 100 arrestations sur l'ensemble du pays », a annoncé la porte-parole de la Monusco, Florence Marchal, à Radio Okapi. La Monusco dit avoir déployé des équipes sur le terrain afin d'observer le déroulement cette marche, qui avait été soutenue par plusieurs organisations de la Société civile. De son côté, la Police nationale congolaise (PNC) a fait état de deux personnes tuées par « balles perdues respectivement dans les communes de Kintambo et Lemba. » Selon le colonel Mwanamputu, porte-parole de la police, « des hommes bien identifiés ont fait appel à des bandits 'Kulunas' pour manifester » en lieu et place de fidèles catholiques.

Lundi 22 janvier.

Le Pape François appelle les autorités à « éviter toute forme de violence ». «Je demande aux autorités, aux responsables et à tous dans ce pays bien-aimé [RDC] qu'ils mettent en œuvre tous leurs efforts pour éviter toute forme de violence et chercher des solutions en faveur du bien commun», a recommandé le pape. Le souverain pontife a lancé cet appel, depuis Lima au Pérou où il est en tournée. Selon le bilan provisoire de la Nonciature apostolique en RDC, tirées des provinces ecclésiastiques, la répression de dimanche a fait pour la ville de Kinshasa 6 morts, 13 blessés, 147 arrestations. La même source fait remarquer que 13 paroisses ont été perturbées par des forces de l'ordre qui ont fait usage des tirs de balles réelles et de gaz lacrymogène. La nonciature note aussi 14 arrestations à Kisangani, 38 à Goma et Bukavu, 9 à Lubumbashi, deux à Mbuji-Mayi. Elle a aussi enregistré 7 blessés à Kisangani, 29 à Goma et Bukavu, 3 à Lubumbashi et 8 à Mbuji-Mayi.

Répression de la marche des catholiques: la « réaction brutale » des forces de sécurité est inacceptable (Batumona). Le député Laurent Batumona, président du parti politique de l'opposition Mouvement social pour le changement (MSC) estime que la «réaction brutale » des forces de sécurité dans la dispersion de la marche pacifique des catholiques est inacceptable.

Mbandaka : un voleur brûlé vif par la population. Les jeunes de Mbandaka ont brûlé vif, dimanche 21 janvier, un voleur devant le commissariat de la police du quartier Basoko. Ils affirment s'être fait justice parce que le parquet libère régulièrement les voleurs et bandits arrêtés.

Blocage d'accès à internet : l'Union pour la défense des droits des consommateurs appelle à saisir la justice. L'Union pour la défense des droits des consommateurs dénonce le blocage d'accès à internet et aux sms. Selon Me Chief Tshipamba, président de cette structure, les consommateurs lésés doivent saisir les instances judiciaires. Ce blocage est une violation flagrante de la liberté d'expression et de la liberté contractuelle, affirme-t-il. L'accès à l'internet et aux SMS a été bloqué dimanche 21 janvier à minuit, jour prévu par le CLC pour marcher afin de réclamer l'application intégrale de l'accord du 31 décembre.

Des manifestants trouvent refuge à la Monusco. Pour fuir la répression des forces de sécurité congolaises, certains ont dû trouver refuge à la Monusco. Au moment où les Casques bleus faisaient barrage aux forces de police qui poursuivaient ces manifestants, d'autres sont arrivés en voiture avec le corps d'une victime, un jeune homme âgé d'environ 18 ans, amplifiant de ce fait l'agitation qui régnait déjà à cet endroit. La tension a fini par retomber après quelques heures et les manifestants ont pu rentrer chez eux.

Marche des laïcs catholiques : la NOGEC salue le comportement «responsable» de la police. «Au-delà des dérapages isolés, c'est ici l'occasion de féliciter la police nationale congolaise pour le travail abattu. La Police s'est comportée de manière beaucoup plus responsable que les fois dernières», a estimé le président du mouvement citoyen Nouvelle génération pour l'émergence du Congo de la NOGEC, Constant Mutamba. Interrogé sur ce qu'il pense des personnes tuées par les forces de défense et de sécurité congolaises lors de cette marche, Constant Mutamba a déclaré qu'il n'appartenait pas à son organisation de «créer la psychose sur le débat du nombre de morts», se limitant à appeler la population à se «concentrer sur les élections annoncées pour le 23 décembre prochain.»

Un groupe de jeunes appelle les laïcs catholiques à «se concentrer sur le processus électoral». Le Groupe stratégique de jeunes pour le développement (GSJD), un mouvement d'actions civiques et politiques proche du président Joseph Kabila, appelle les laïcs catholiques et certains cadres politiques de la RDC «à se concentrer sur le processus électoral». Son coordonnateur, Daddy Ngoyi Tshiswaka, estime que l'heure n'est plus à des appels à manifester sur la voie publique. Pour l'unité et l'apaisement, la solution serait de se concentrer aux élections en vue des résultats crédibles et transparents, a conseillé le coordonnateur du GSJD.

Haut-Katanga : 12 ONG dénoncent les «répressions répétitives» des manifestations publiques. Douze ONG de défense des droits de l'homme œuvrant dans la province du Haut-Katanga dénoncent les répressions répétitives des manifestations publiques dans la ville de Lubumbashi. «A Katuba, nous avons eu l'information selon laquelle les policiers sont entrés dans l'enclos de l'Eglise Sainte Bernadette. Ils ont administré des coups aux fidèles qui étaient en train de sortir de la messe. Ces derniers ont été arrêtés et sont détenus dans un endroit qui est inconnu des familles et des avocats qui sont en train de les chercher», a dénoncé le directeur des droits civiques et politiques de l'ONG Justicia ASBL, Me Jonas Mulumba. Faisant allusions notamment à la marche du dimanche 21 décembre organisée par le comité laïc de coordination (CLC), il dit ne pas comprendre pourquoi le maire devrait déployer un important dispositif pour réprimer cette manifestation voulue pacifique.

Paris condamne la répression de la marche des chrétiens. "La France condamne fermement les violences commises par les forces de sécurité lors des manifestations organisées le 21 janvier 2018 en RDC et déplore les pertes humaines", a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay dans un communiqué. Elle appelle au "respect des droits de l'Homme et des libertés

fondamentales, à commencer par le droit de manifestation" et à un "usage proportionné de la force dans le cadre du maintien de l'ordre", a ajouté le ministère des Affaires étrangères.

La coalition au pouvoir dénonce « le comportement téméraire et incivique » des laïcs catholiques. La Majorité présidentielle (MP), coalition au pouvoir en RDC, «est gravement préoccupée par le comportement téméraire et incivique d'un groupe de catholiques laïcs de l'archidiocèse de Kinshasa, en panne d'une catéchèse évangélique contemporaine, agissant en complicité avec certains acteurs de la vie politique congolaise contre les intérêts de la RDC », a déclaré lundi 22 janvier à Kinshasa son porte-parole de la MP, André Alain Atundu. Il accuse le Comité laïc de coordination de cacher en son sein « des activistes politiques notoirement connus et facilement reconnaissables », sans les citer. La MP écarte donc l'existence d'une crise entre l'Eglise catholique et le pouvoir en RDC, a assuré M. Atundu.

Ituri: attaques attribuées aux miliciens FRPI dans six villages d'Irumu. Une femme a été violée et trois personnes ont été blessées, lors des incursions, samedi et dimanche 21 janvier, des miliciens de la Forces de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) dans six villages au sud d'Irumu. Plusieurs maisons ont été pillées, occasionnant un déplacement de la population locale. Les Forces armées de la RDC ont réussi à repousser ces assaillants après des échanges de tirs.

Léonie Kandolo du CLC : «La police et l'armée sont là pour protéger le peuple et non le combattre». « Il y a eu profanation des églises, usage de bombes lacrymogènes. Nous sommes attristés, nous présentons nos condoléances à toutes les familles. Nous disons que l'armée et la police doivent se rappeler qu'elles sont là pour protéger le peuple, et non le combattre », affirme Léonie Kandolo, membre du Comité laïc de coordination (CLC), sans donner le bilan de cette répression. « Je crois que nous avons atteint notre objectif, surtout dans le fait que nous avons libéré la parole en RDC. Les hommes et les femmes se sont réveillés et se sont mis debout. Un peuple doit être réveillé pour revendiquer ses droits. Et le peuple congolais l'a fait », constate Léonie Kandolo. Entre-temps, le CLC qui ne compte pas s'arrêter à la marche de ce dimanche, annonce d'autres actions en vue d'atteindre l'objectif final de son plan dans un avenir proche.

Marche des catholiques en RDC: António Guterres exige «des enquêtes crédibles ». Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, se dit préoccupé par la mort d'au moins six personnes lors de la marche organisée par les laïcs catholiques pour exiger la mise en œuvre complète de l'accord politique du 31 décembre 2016 en RDC. Il appelle les autorités congolaises « à mener des enquêtes crédibles sur ces incidents » et à traduire les responsables en justice. Le Secrétaire général de l'ONU a réitéré son appel aux acteurs politiques congolais pour qu'ils puissent « œuvrer pour la mise en œuvre complète de l'accord politique du 31 décembre, qui reste la seule voie viable vers la tenue des élections, le transfert pacifique du pouvoir et la consolidation de la stabilité en République démocratique du Congo. ».

La Belgique condamne "une répression très violente des manifestations" en RDC. Le vice-premier ministre et ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a regretté lundi 22 janvier "une répression très violente des manifestations" en RDC. «L'Union européenne doit rester très attentive à la situation en demandant que l'usage de la violence soit proportionnée, qu'on n'ait pas les dérapages qu'on a connu les derniers jours", a souligné le vice-premier ministre. M. Reynders a par ailleurs annoncé qu'il informerait par ailleurs ce lundi ses collègues européens de la décision prise par la Belgique de réviser sa coopération bilatérale avec la RDC.

Mardi 23 janvier.

Mbuji-Mayi : la police relaxe les 12 personnes interpellées lors de la marche des laïcs catholiques. La Police nationale congolaise (PNC) a libéré, lundi 22 janvier, les douze personnes interpellées la veille, à l'occasion de la marche pacifique organisée par le Comité laïc de coordination (CLC). Dix-huit personnes au total ont été arrêtées dans les différentes communes, alors qu'elles tentaient de rejoindre leurs lieux de culte. Six personnes ont été relaxées le même dimanche. Les douze personnes restantes ont passé la nuit au commissariat provincial de la police, qui a examiné leur situation au cas par cas. Elles ont, par la suite, été remises en liberté. La police a estimé qu'elles n'étaient pas été impliquées à la marche.

Joseph Mabanga : «Le Palu a des comptes à rendre à la nation». «Nous avons noté avec indignation que le Palu a déclaré qu'il condamnait les tueries. Il a oublié que le régime tue depuis 2001. Le Palu déclare qu'il est soucieux du peuple ! Non. Le Palu a des comptes à rendre à la nation », a estimé Joseph Mabanga, membre des Forces acquises au changement. Pour Joseph Mabanga, qui dénonce ces déclarations, le PALU étant co-gestionnaire du pouvoir avec le régime actuel, il ne peut pas se dédouaner aussi facilement des méfaits de ce régime.

Marche des laïcs catholiques : gaz lacrymogène et coups de feu dans 75 paroisses (Cenco). Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène et des coups de feu dans 75 paroisses dimanche 21 janvier pour disperser les manifestants qui marchaient ou tenter de le faire pour demander l'application intégrale de l'accord de la Saint Sylvestre. Ces chiffres ont été

publiés par la Conférence épiscopale nationale du Congo au lendemain de la répression de ces marches interdites par les autorités. Dans 22 paroisses, la Police a recouru uniquement au gaz lacrymogène sans tirer des coups de feu tandis que dans 4 autres paroisses, la marche a été dispersée par sommation verbale. L'autre chiffre élevé concerne 54 paroisses où la marche a été étouffée par un fort déploiement des militaires. Il y a également une paroisse où les fidèles ont été interdits d'accès. Dans ce rapport préliminaire, la CENCO félicite cependant la Police nationale qu'elle affirme avoir encadré de manière professionnelle la marche dans 12 paroisses à travers le territoire national. A tous ces endroits, aucun incident n'a été déploré. Ce qui fait dire à l'épiscopat congolais qu'il est possible d'organiser des marches pacifiques en RDC et que cela dépend de la bonne foi des autorités compétentes. La Cenco a déploré l'usage excessif et disproportionné de la force face aux marcheurs «portant en mains bibles, chapelets et rameaux». Elle dresse un bilan provisoire de six morts, cent vingt-sept blessés et deux cent dix interpellations, soulignant que la plupart de personnes interpellées ont été libérées quelques heures après.

Marche des laïcs catholiques: la Police dit avoir dispersé les auteurs de troubles à Lubumbashi. La Police nationale congolaise (PNC) réagit au communiqué des douze ONG de défense des droits de l'homme, dénonçant les répressions répétitives des manifestations publiques dans le chef-lieu du Haut-Katanga. «Il y a eu quelques personnes mal intentionnées qui voulaient marcher après les messes, notamment à la basilique sainte Marie de la Kenya où la police a négocié avec les organisateurs et ils se sont dispersés», a expliqué le capitaine Charles Bin Lwamba. Cependant, il y avait quelques inciviques qui étaient aux alentours de l'Eglise basilique. «Ils voulaient barricader la route, brûlé des pneus. Ils ont été dispersés. A la paroisse Sainte Bernadette, certaines personnes en quittant l'Eglise se sont attaquées à la police», a encore affirmé le porte-parole de la Police dans le Haut-Katanga. La police a dispersé ces personnes en usant des gaz lacrymogènes et en arrêtant quelques manifestants. Le capitaine Charles Bin Lwamba note avec satisfaction que les fidèles qui sortaient des cathédrales Saint Pierre et Saint Paul ont chacun pris la destination de la maison sans problèmes.

Nord-Kivu : affrontements entre deux factions de Mai-Mai Kifuafua, la population en fuite. Deux factions rivales des miliciens Mai-Mai Kifuafua s'affrontent depuis le samedi 20 janvier à Rukaraba, dans la localité Makungurano, territoire de Walikale (Nord-Kivu). Elles se battent pour le partage des biens et produits vivriers collectés à la barrière du marché hebdomadaire de Rukaraba. Le bilan provisoire est de deux blessés graves. Selon les acteurs de la société civile de Walikale, ces affrontements ont paralysé les activités du marché et occasionné le déplacement massif des habitants vers d'autres villages.

Blocage d'accès à internet : les activités de certaines entreprises paralysées à Lubumbashi. Les activités de plusieurs entreprises sont paralysées à Lubumbashi (Haut-Katanga) depuis que l'accès à internet a été bloqué en RDC, la nuit de samedi à dimanche 21 janvier, jour prévu par le Comité laïc de coordination pour marcher en vue de réclamer l'application de l'accord de la Saint Sylvestre. Les agences de voyages en ligne, les vendeurs des véhicules en lignes et les détenteurs des sites de marketing sur internet figurent au nombre d'entreprises affectées par cette mesure.

Kananga : la Lizadeel aide les femmes à devenir financièrement autonomes. La Ligue de la zone Afrique pour la défense des droits enfants et élèves (Lizadeel) a remis, lundi 22 janvier des vivres et des kits à une trentaine de femmes, victimes de violences sexuelles pour faciliter leur réinsertion sociale. Ces femmes ont été formées en coupe-couture, savonnerie et pâtisserie, indique Innocent Mbumba, coordonnateur provincial de la Lizadeel.

Ituri : les commerçants s'indignent des tracasseries administratives. Les opérateurs économiques de l'Ituri dénoncent le fait qu'ils sont traqués au quotidien par certains services étatiques notamment celui de l'Hygiène aux frontières, de la DEMIAP (les renseignements militaires) et bien d'autres qui leur font payer des frais qui ne sont pas repris dans la nomenclature des taxes et impôts. La perception de ces frais n'est accompagnée d'aucun document légal, dénoncent les opérateurs économiques.

La Francophonie condamne avec fermeté les violences policières qui ont causé plusieurs morts et blessés. La secrétaire générale de la Francophonie, Madame Michaëlle Jean condamne avec fermeté les violences policières qui ont causé, le 21 janvier, lors des marches pacifiques du Comité laïc de coordination (CLC), plusieurs morts et blessés et qui ont donné lieu à de nombreuses arrestations, indique un communiqué de la Francophonie.

Sud-Kivu : plaidoyer pour la construction d'un centre de négoce pour minerais à Kalimbi. La société civile de Mbinga plaide pour le début des travaux de construction du centre de négoce pour minerais à Kalimbi dans le groupement de Mbinga-Nord dans Kalehe (Sud-Kivu). La décision de construire ce centre avait été prise en 2012, dans le cadre du processus de la traçabilité des minerais au Sud-Kivu. Six ans après, aucun signe de début des travaux n'est visible, et pourtant les financements ont été donnés et la communauté locale a déjà offert un terrain de 50 m2 pour ce projet, déplore-t-il.

Etats-Unis : Joseph Kabila condamné à payer 560 000 USD à un Congolais. Le président Joseph Kabila et cinq membres de son entourage et l'Etat congolais ont été condamnés par la Cour fédérale de Columbia à payer plus de 560 000 dollars américains de dommages et intérêts. L'affaire remonte au 6 août 2014. Devant l'hôtel Capella de Georgetown dans lequel logeait le Chef de l'Etat congolais invité au sommet Etats-Unis-Afrique, des opposants de la diaspora congolaise avaient improvisé une manifestation anti-Kabila. S'ensuivra alors une altercation avec des gardes du président de la République. Et parmi les manifestants, un certain Jacques Miango, réfugié politique, qui s'est retrouvé, selon une plainte déposée plus tard, avec plusieurs dents en moins, une commotion cérébrale, la colonne vertébrale et le cou cassés. Il a saisi la justice américaine. La Cour de Columbia a donc instruit l'affaire avec comme co-accusés, l'Etat congolais, son président et cinq membres de l'entourage présidentiel faisant partie de la délégation. Les accusés de l'entourage présidentiel sont Raymond Tshibanda, Jean-Marie Kassamba, Jacques Mukaleng Makal, Sam Mpenge Mbey et Séraphin Ngwej.

Cardinal Monsengwo: « Sommes-nous dans une prison à ciel ouvert ? ». «Sommes-nous dans une prison à ciel ouvert ? Comment peut-on tuer des hommes, des femmes, des enfants, jeunes et vieux scandant cantiques religieux, munis des bibles, chapelets, crucifix ? Que veut-on au juste ? Le pouvoir pour le pouvoir ou bien le pouvoir pour le développement intégral du peuple, dans la paix, dans la justice et la vérité ? Nous voulons que règne la force de la loi et non la loi de la force», a déclaré le Cardinal Monsengwo devant la presse. L'Archevêque de Kinshasa a par ailleurs rappelé que déjà le veille, le 20 janvier, en pleine journée, des barrières avaient été érigées pour fouiller les véhicules et vérifier les identités des passagers. Il a cependant appelé les chrétiens à ne pas céder à la violence mais à agir par amour du prochain.

Mercredi 24 janvier.

Internet rétabli mardi soir deux jours après les marches anti-Kabila. Internet a été rétabli mardi soir en RDC. Les autorités congolaises avaient "instruit" les opérateurs de couper l'accès à internet dans la nuit de samedi à dimanche à la veille de marches contre le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila, a indiqué à l'AFP un responsable d'une société de télécommunication. Lors de précédentes manifestations réprimées en janvier 2015, les autorités avaient coupé internet pendant plusieurs jours, après avoir constaté que les usagers se partageaient en temps réel des images de tués et de blessés, affirmant qu'il s'agissait de victimes de ces troubles. Des habitants de Bukavu ou Goma dans la région du lac Kivu (est) ont utilisé les réseaux du Rwanda voisin pendant les coupures.

Acquittement de dix militants de la Lucha à Kananga. Le tribunal de paix de Katoka a acquitté les dix militants du mouvement citoyen Lutte pour le changement à l'audience publique de mardi 23 janvier à Kananga. Dans son verdict, cette instance siégeant en matière répressive a indiqué n'avoir pas établi l'infraction de «désobéissance» à l'autorité publique reprochée aux prévenus. «Le droit a été dit, honnêtement. Nous avons dit que nos clients ont marché conformément à la loi et qu'ils n'avaient dans leur comportement énérvé aucune [loi]», a affirmé Me Hubert Ngulandjoko. Pourtant, sur décision du maire de Kananga, les manifestations publiques sont interdites depuis novembre dernier. « Il s'agissait d'un prétendu arrêté du maire de la ville. Lequel arrêté n'existe pas. Et de deux, on n'a jamais prouvé que celui qui se réclame maire de la ville a été nommé légalement», a argué l'avocat Ngulandjoko, pour justifier la décision du juge de libérer les prévenus.

Casques bleus tués à Beni : « preuve que la capacité de nuisance des ADF reste intacte », selon la société civile. La société civile de Beni estime que l'attaque de la base de la Monusco de Semuliki à Beni, qui a coûté la vie à quinze casques bleus tanzaniens le 7 décembre dernier « prouve que la capacité de nuisance des ADF est restée intacte, contrairement à ce qui se dit autour de ce groupe armé ». Le président de cette organisation, le pasteur Gilbert Kambale, recommande également un rapprochement entre militaires et civils pour instaurer la confiance. Quant à la solution à préconiser pour mettre fin à l'activisme des ADF dans la région, la société civile de Beni a conseillé l'option militaire.

La Cenco exige la libération de trois personnes enlevées à Beni, dont un prêtre. «C'est avec grande consternation que nous avons appris de son excellence Mgr Melchisédech Sikuli, évêque de Butembo-Beni, l'enlèvement de M. l'Abbé Robert Masinda et deux ingénieurs agronomes : MM. Dieudonné Sirasa Sangala et Augustin Vyunza, à Beni le 22 janvier à 18h30 alors qu'ils revenaient des champs», écrit le président de la Cenco, Mgr Marcel Utembi. «Il est regrettable que les malfaiteurs opèrent à répétition ces actes barbares en prenant pour cibles les ecclésiastiques», s'indigne Mgr Marcel Utembi. Le président de la Cenco rappelle que les Abbés Jean-Pierre Akilimani et Charles Kipasa ont été enlevés le 17 juillet 2017, ainsi que les Pères assumptionnistes Jean-Pierre Ndulani, Edmond Kisughu et Anselme Wasukundi, kidnappés le 19 octobre 2012 dans le territoire de Beni. «À ce jour, nul ne sait où se trouvent ces personnes», déplore Mgr Marcel Utembi.

Nord-Kivu : des tonnes de café et cacao traversent frauduleusement la frontière vers l'Ouganda, dénonce un expert. Plus de mille quatre cents tonnes de café et de Cacao ont frauduleusement traversé la frontière de Kasindi-Lubiriha, à

destination de l'Ouganda, depuis le mois de novembre 2017, a dénoncé le consultant des entreprises et expert en exportation des produits agricoles à Beni, Kambale Ngeleza. Il fustige la «passivité» des autorités congolaises dans la lutte contre la fraude du café et du cacao au Nord-Kivu.

Aru : plus de 250 élèves en congé forcé à la suite de l'incendie de leur école. Plus de 250 élèves de l'Institut adventiste Bethel, situé dans la chefferie de Zaki en territoire d'Aru (Ituri) ne vont plus à l'école depuis trois jours. L'unique bâtiment de cet établissement scolaire a été détruit dans un incendie qui s'y est déclaré la nuit du dimanche à lundi dernier.

Sud-Kivu : l'armée repousse une attaque des miliciens Yakutumba à Baraka. Les Fardc ont réussi à repousser une attaque que des miliciens Yakutumba ont lancée mardi contre la cité de Baraka dans le territoire de Fizi (Sud-Kivu). D'après des sources sur place, les assaillants venus de Dine Mizimu dans la presqu'île d'Ubwari, ont lancé leur attaque à partir du lac Tanganyika. Depuis des bateaux de guerre appelés « Marambo », ils ont tiré de coups de feu et lancé des obus en direction des positions de l'armée dans la cité. L'armée a alors riposté, engageant des combats durant au moins une heure avant de repousser les assaillants.

Malemba Nkulu : plusieurs hectares de culture de maïs détruits par des éléphants. Plusieurs hectares de culture de maïs ont été détruits le week-end dernier par des éléphants en migration dans cinq villages de Malemba Nkulu (Haut-Lomami). C'est pratiquement toute la culture de maïs de Malemba Nkulu pour la saison culturale de septembre qui est détruite. On craint une crise alimentaire à Malemba Nkulu dans les mois qui viennent.

Lutte contre les groupes armés : Claude Nyamugabo appelle la population à collaborer avec les Fardc. Le gouverneur du Sud-Kivu, Claude Nyamugabo invite la population à collaborer avec les Fardc afin de combattre les groupes armés et mettre ainsi fin à l'insécurité dans la province. Selon lui, le temps de négociation est révolu, et «il a fallu passer à une autre vitesse.»

Kongolo : les activités scolaires perturbées après un incendie au sein de l'Institut Mwanga. Plusieurs salles de classe de l'Institut Mwanga, une école secondaire du territoire de Kongolo, ont été détruites dans un incendie survenu la nuit du lundi à mardi, perturbant le programme scolaire. Les examens qui devraient débiter ce mercredi ont été repoussés à une date ultérieure, certaines classes ayant été détruites par le feu. Le préfet des études de cet établissement du réseau d'écoles conventionnées protestantes appelle à l'aide pour réhabiliter les locaux endommagés.

Université de Kinshasa: tensions à la suite de la fixation de frais académiques. Une vive tension a été observée mercredi 24 janvier à l'Université de Kinshasa depuis 10h00. Selon les témoins sur place, les étudiants réclamaient de payer les frais académiques au taux de 9200 francs congolais le dollar américain; au lieu de 16000 francs congolais exigés par leur secrétaire général académique. Les policiers, qui sont intervenus pour rétablir l'ordre, auraient jeté des gaz lacrymogènes dans les auditoriums et les homes. Pour toute l'année, a poursuivi la même source, les frais académiques sont fixés à 295 USD pour le premier graduat et 275 USD en classes montantes. De leur côté, les étudiants réclamaient que les frais académiques soient recalculés au taux de 92 000 franc congolais. Selon le commissaire provincial de la police à Kinshasa, General Sylvano Kasongo, les étudiants, manipulés par des politiciens, étaient appuyés par des badauds et autres Shegués venus de la commune de Lemba. Prise à partie, la police n'avait pas d'autre choix que de recourir aux gaz lacrymogènes pour les disperser.

Marche de laïcs catholiques: la Monusco détient les preuves de six morts. La Monusco dit détenir des preuves pour étayer son bilan provisoire de six morts lors de la marche du 21 janvier à Kinshasa ; notamment sur l'identification des personnes tuées et sur les lieux où les tueries ont eu lieu. Mais toutes ces preuves ne peuvent être mises sur la place publique par éthique et pour permettre à la justice de mener ses enquêtes, a précisé le directeur du Bureau conjoint de l'ONU aux droits de l'homme, Abdoul Aziz Thiolye.

Jeudi 25 janvier.

Kinshasa: 26 de 35 zones de santé affectées par le choléra. Vingt-six zones de santé sur les trente-cinq que compte Kinshasa sont touchées par le choléra, avec une prédominance à Binza Météo, Limete et Kintambo. A elles seules, ces trois zones contiennent plus de 80 % des 800 cas répertoriés à ce jour, a indiqué l'ONG Médecins Sans Frontières (MSF). MSF renforce les mesures de riposte et de prise en charge, y compris celles de prévention, pour lutter contre l'épidémie.

Kananga : libérés de prison, dix militants de la Lucha dénoncent leurs conditions de détention. Les dix militants du mouvement citoyen Lutte pour le Changement acquittés mardi par le tribunal de paix de Katoka à Kananga (Kasaï-Central), dénoncent les conditions dans lesquelles ils étaient détenus durant environ un mois. Leur avocat, Me Henry Shembo,

déplore : «Ils n'avaient pas accès à l'eau et la promiscuité dans laquelle ils étaient en train de vivre au sein de la prison centrale de Kananga laissaient à désirer. Dans ces conditions, lorsque vous entrez dans cette prison, vous y entrez en bonne santé et vous en sortez malades». Il promet par ailleurs d'initier des actions en justice contre l'Etat congolais, estimant que la détention de ses clients durant un mois en prison était arbitraire.

RDC : « le seul souci qui anime l'église est celui de contribuer au bien commun de la société » (Pape François). Réagissant à la répression de la marche des fidèles catholiques le dimanche 21 janvier par les forces de l'ordre, le Pape François a estimé que « le seul souci qui anime l'église dans ces manifestations est celui de contribuer au bien commun de la société ». Le souverain pontife a appelé les parties impliquées dans la crise à «éviter toute forme de violence ».

« La coopération belge n'est ni indispensable aux autorités ni vitale pour la population de la RDC » (communiqué). La RDC n'a pas besoin d'aide de la Belgique. C'est l'essentiel du message transmis mercredi 24 janvier par le ministère congolais des Affaires étrangères à la Belgique qui a suspendu sa coopération bilatérale avec la RDC depuis quelques semaines. Kinshasa demande en conséquence la cessation immédiate de la nouvelle agence belge de développement (Enabel) et envisage de fermer, dans un délai à déterminer, la Maison Schengen, structure consulaire de délivrance des visas pour tous les pays de l'Espace Schengen gérée par l'Ambassade de Belgique en RDC. D'après ce document, la Belgique et la RDC ont deux acceptions divergentes qui s'affrontent sur la coopération au développement. «Pour la RDC, le besoin est celui d'une coopération basée sur le renforcement des structures de base pour accompagner le décollage économique du pays au potentiel énorme alors que pour la Belgique, une coopération réduite aux interventions humanitaires ponctuelles», explique la partie congolaise critiquant «la volonté de détermination unilatérale par la partie belge des domaines d'affectation de son apport à la coopération».

Plus de 800 000 enfants du Tanganyika et du Sud-Kivu ont fui les violences. Au moins 1,3 million de personnes, dont plus de 800 000 enfants ont été déplacées à la suite des violences interethniques et aux affrontements entre l'armée régulière, les milices et les groupes armés dans les provinces du Tanganyika et du Sud Kivu dans l'est de la RDC, a indiqué ce jeudi 25 janvier l'Unicef. «Les enfants de l'est de la RDC continuent de subir les conséquences dévastatrices de ces vagues de violences qui déstabilisent la région. Des centaines de milliers d'enfants dans la région n'ont plus accès aux soins de santé et à l'éducation. Beaucoup d'entre eux ont été victimes de de violences extrêmes», a déclaré le Dr Tajudeen Oyewale, Représentant par intérim de l'Unicef en RDC. Des enfants sont également recrutés pour se battre, affirme l'Unicef qui fait remarquer que ses estimations récentes montrent que plus de 3 000 enfants ont été recrutés par des milices et des groupes armés. L'Unicef et ses partenaires ont également identifié plus de 800 cas d'abus sexuels, bien que l'ampleur réelle de la violence sexuelle perpétrée contre les enfants soit considérée comme beaucoup plus importante.

Kinshasa: coups de feu de nouveau à l'Unikin. Une vive tension s'observe depuis ce jeudi dans la matinée à l'Université de Kinshasa. Selon des témoins, les policiers ont tiré des coups de feu pour disperser un groupe d'étudiants qui voulait demander au comité de gestion les suites de leurs revendications formulées la veille sur le taux de change à appliquer pour les frais de scolarité. Des policiers déployés depuis mercredi sur le campus « ont tiré à balles réelles » sur ce groupe d'étudiants avant de lancer des gaz lacrymogènes. Ces témoins font également état des cas des vols d'ordinateurs commis par ces éléments des forces de l'ordre qu'ils accusent de traquer les étudiants jusque dans leurs résidences universitaires.

Beni : un milicien tué dans l'opération de l'armée à Kasindi. Un milicien a été tué dans une opération que les forces armées de la RDC (FARDC) ont lancée dans la matinée de ce jeudi dans la commune rurale de Kasindi-Lubihira, située à environ 90 Km à l'Est de Beni-ville.

L'ONU relève près de 6500 violations des droits de l'homme en 2017. Le directeur du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), Abdoul Aziz Thioye, a publié le bilan annuel du monitoring fait par son bureau sur la situation des droits de l'homme en RDC. Il indique que 6497 violations des droits de l'homme ont été documentées en 2017, soit une augmentation de 25% par rapport à 2016. Le Bureau conjoint a aussi relevé plus de 2 000 victimes d'exécutions sommaires et extrajudiciaires, soit une augmentation de plus de 146%. Le BCNUDH retient toutefois dans son rapport 2017 une note positive dans le cadre de la lutte contre l'impunité en soulignant qu'au moins 150 militaires des FARDC et 51 agents de la PNC ont été condamnés pour des actes constituant des violations des droits de l'homme sur l'ensemble de la RDC.

Kwilu : 8 morts dans la prison centrale de Bandundu en 2017. Huit détenus de la prison centrale de Bandundu ont trouvé la mort dans cette maison d'arrêt en 2017 à cause de mauvaises conditions de détention et d'hygiéniques ainsi que du manque des soins, dénoncent les organisations de la société civile de la province du Kwilu. Elles font remarquer que neuf cas de tuberculose ont été diagnostiqués dans cette prison. Mais les malades ne bénéficient pas des soins appropriés.

Masisi: les FARDC délogent des miliciens de la localité de Muheto. Les forces armées de la RDC ont repris mercredi le contrôle de la localité de Muheto à Masisi (Nord-Kivu) après avoir déloger les éléments du groupe armé « Association populaire pour la revendication des droits humains au Congo » (APRDC), une milice dissidente des Nyatura.

Equateur : vaccination contre la poliomyélite pour 485 000 enfants. Plus de 485 000 enfants âgés de 0 à 5 ans seront vaccinés du jeudi 25 janvier au samedi 27 janvier contre la poliomyélite dans la province de l'Equateur. La campagne concerne les 18 zones de santé que compte la province. L'objectif de la campagne locale, selon Agnès Fariala, chef du bureau de l'Unicef à Mbandaka et représentante des partenaires d'appui, notamment l'OMS et GAVI, est de redoubler la vigilance et de renforcer la surveillance épidémiologique à l'Equateur.

Kisangani : 5 ans de servitude pénale pour un militaire accusé d'usage de faux. La cour militaire de Kisangani siégeant en matière répressive au premier degré a condamné mardi 23 janvier un magistrat militaire à une peine de 5 ans de servitude pénale principale pour faux et usage de faux. Le magistrat militaire Kayembe Kayembe, substitut de l'auditeur militaire de garnison de Kisangani/Tshopo est accusé d'avoir utilisé un diplôme d'Etat falsifié.

Un présumé chef des braconniers arrêté et transféré à Kamina. Les gardes du parc Upemba annoncent avoir arrêté un présumé chef des braconniers qui opèrent dans ce parc à Kinkondja dans le territoire de Bukama (Haut-Lomami). Une cinquantaine d'éléphants aurait été abattu par Rombeau Lunda Ngandu et sa bande. C'est depuis 2013 que ce présumé chef de bande des braconniers était recherché. L'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) attend un procès qui « doit démarrer dans les prochains jours à Kamina ».

Le conflit armé a accentué la malnutrition au Kasai, selon le Pam. Le Pam tire la sonnette d'alarme sur l'aggravation de la malnutrition dans la grande Kasai à la suite du conflit armé qu'a connu cette région. De nombreuses contrées ont raté trois saisons consécutives de semis à cause des troubles, qui ont fait des milliers des déplacés, dont certains survivent difficilement dans des familles d'accueil démunies. Pour faire face à cette situation, le Pam vient en appui à certains centres de santé en mettant à leur disposition des produits nutritionnels, destinés notamment à « des centaines des milliers d'enfants. Nous avons beaucoup de projets qui vont être bientôt lancés [en collaboration avec des ONG locales]. Mais, la difficulté pour nous, c'est l'acheminement de produits nutritionnels spécialisés », a indiqué Mateo Perrone, la chargé des urgences sortant du Pam pour la région du Kasai.

Vendredi 26 janvier.

Bruxelles «regrette» la décision de Kinshasa de fermer ENABEL et la Maison Schengen. La Belgique «regrette» l'annonce par les autorités de la RDC de fermer l'agence de développement belge Enabel (ex-Coopération technique belge, CTB) et la maison Schengen à Kinshasa, qui délivre les visas pour l'espace Schengen. Cette structure est gérée par l'Ambassade de Belgique en RDC. Dans un communiqué publié jeudi 25 janvier, Bruxelles dit «prendre acte» de ces mesures, mais prévient qu'elles affecteraient des centaines de travailleurs congolais et la délivrance des visas pour les pays concernés. En ce qui concerne la maison Schengen à Kinshasa, le communiqué de la Belgique rappelle que c'est une représentation commune qui délivre des visas vers l'espace Schengen pour le compte de 17 Etats membres de l'Union européenne (et la Norvège). La Belgique se concertera dès lors avec ses partenaires européens, tout autant concernés par cette décision, qui affectera la délivrance de ces visas pour les ressortissants congolais, prévient le communiqué.

Une délégation du conseil de sécurité à Beni pour évaluer le travail de la MONUSCO. Une délégation composée des diplomates de la Grande-Bretagne, de la Suède et des Etats-Unis, trois pays qui forment le groupe P3 au conseil de sécurité de l'ONU, séjourne depuis jeudi 25 janvier à Beni. Sa mission est d'évaluer le travail de la Monusco sur le terrain en prévision du renouvellement de son mandat. La volonté des diplomates dépêchés en RDC est de proposer au conseil de sécurité un nouveau mandat pour la Monusco, qui sera surtout adapté aux réalités du terrain.

Joseph Kabila : «Depuis des années, on vous a tout dit, sauf la vérité». «Depuis plusieurs années, on vous a tout dit sauf la vérité», a déclaré ce vendredi 26 janvier le chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila au cours d'une conférence de presse à Kinshasa, la première depuis plusieurs années. Le président de la RDC a rappelé le contexte dans lequel il a accédé au pouvoir en 2001 : «Il faut commencer par le commencement. Le commencement, c'est le 26 janvier 2001. Dix jours avant cette date, la RDC venait de perdre son président, Laurent Désiré Kabila, assassiné». Le président Kabila a indiqué que le Congo était divisé en plusieurs zones d'infiltration «avec des armées d'occupation» du Nord au Sud. Face à cette situation, il fallait lancer un processus de dialogue. «Il n'y avait pas de perspectives vraies quant à l'issue de ce dialogue, quant à la réunification du pays, ou de l'organisation des élections», a rappelé le chef de l'Etat. Sur le plan économique, «les indicateurs étaient au rouge.» «On avait une dette de 14 milliards USD (...). Une dette à payer, qui n'était pas contractée par le président Laurent-Désiré Kabila mais que la RDC devrait payer», a indiqué le président Kabila. Le chef de l'Etat

congolais considère ainsi comme sa plus grande réussite, la « réunification du pays ». Joseph Kabila s'est par ailleurs félicité que la RDC ait pu adopter sous sa gouvernance une constitution votée par referendum qui a permis aux pays d'aller aux élections en 2006. A une journaliste qui lui a demandé s'il sera candidat à sa succession alors que la constitution congolaise ne permet pas à un chef de l'Etat de briguer plus de deux mandats successifs, Joseph Kabila a renvoyé l'auteur de la question à la même constitution : « quelqu'un a-t-il une copie de la Constitution ici ? Remettez ça à ma jeune sœur », a répondu le président Kabila dont le second mandat est arrivé à terme en décembre 2016. A un autre qui cherchait à savoir si le chef de l'Etat, 46 ans et au pouvoir depuis 17 ans, avait l'intention d'aller au referendum pour pouvoir se présenter à nouveau à la présidentielle, Joseph Kabila a dit : « La Ceni a publié un calendrier. Je n'ai vu nulle part le référendum ».

Retour au calme à l'Université de Kinshasa. Le calme est revenu grâce à l'intervention du ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU) Steve Mbikayi, qui a assuré les étudiants que les frais académiques seront payés au taux qu'ils réclamaient, soit celui de 920 FC le dollar américain. Les étudiants restent aux aguets avec l'intention de manifester, en cas de non application des engagements pris par le ministre Mbikayi.

Dimbelenge : les autochtones n'accèdent pas aux soins de santé primaire ni à l'éducation. Les populations autochtones dans le territoire de Dimbelenge (Kasaï-central) n'ont pas accès aux soins de santé primaire, ni à la scolarité, a dit à Radio Okapi le coordonnateur national du réseau d'organisations paysannes et autochtones du Congo, Faustin Shamba. Il revient d'une visite de plusieurs semaines dans ce territoire où il a rencontré plusieurs communautés pygmées. Il appelle à une intervention des autorités provinciales.

Mitwaba : l'éducation des filles au centre d'une campagne lancée par «Afia ya Mama». Les membres de l'ONG «Afia ya Mama» sensibilisent les communautés locales afin de combattre la discrimination à l'égard des jeunes filles dans le secteur de l'éducation. D'après le chef de bureau de cette ONG, l'éducation de la jeune fille à Mitwaba se heurte à plusieurs obstacles dont le mariage précoce, la pauvreté des parents qui les poussent à prioriser l'éducation des garçons ainsi que le manque de gratuité de l'enseignement.

«Les Amis de Nelson Mandela» appellent la CPI à enquêter sur les violations des droits de l'homme. L'ONG de défense des droits de l'homme «Les Amis de Nelson Mandela» demande à la Cour pénale internationale (CPI) d'initier des enquêtes sur les «graves violations des droits de l'homme en RDC». Selon son directeur exécutif, Robert Ilunga, son organisation fait le monitoring des violations massives des droits de l'homme depuis 2014, jusqu'à la répression des marches du 31 décembre 2017 et du 21 janvier 2018. Ces résultats seront publiés «incessamment», a annoncé Robert Ilunga.

Bukavu: les changeurs de monnaie en grève après l'assassinat de leur collègue. L'association des « cambistes » de Bukavu, a décrété vendredi une grève de trois jours pour protester contre l'assassinat la veille de leur collègue en plein exercice de son métier devant le grand magasin Kotecha au centre-ville du chef-lieu de la province.

Samedi 27 janvier.

Le climat des affaires ne favorise pas l'investissement, selon la FEC. Le climat des affaires en RDC ne contribue toujours pas à favoriser l'investissement, ni la croissance, ni le développement du pays, a affirmé le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) devant le Premier ministre Bruno Tshibala. Albert Yuma, qui a dressé le bilan de la situation socio-économique de 2017 a estimé que le climat des affaires est resté le même. Il affirme qu'il est «dominé » par la corruption, le harcèlement fiscal, l'insécurité juridique et judiciaire. Le président de la FEC a déploré aussi les importations irrégulières et frauduleuses en provenance des pays limitrophes, lesquelles contraignent certaines entreprises à fermer ou à réduire leurs activités. « Certaines entreprises, soit que leurs règles internes ne leur permettent pas d'avoir une certaine créativité comptable, soit qu'elles ne peuvent plus faire face à une concurrence déloyale, ont décidé la cessation de leurs activités. Tel est le cas, du dernier qui a tiré sa révérence, Nestlé. D'autres sont en train de réduire leurs activités », déplore le président de la FEC.

Blocage d'accès à internet : les commerçants ont perdu environ 10% de leurs chiffres d'affaires quotidiens. Le blocage d'accès à internet et aux sms par le gouvernement a fait perdre aux commerçants du secteur environ 10% de leurs chiffres d'affaires quotidiens, dénonce la Fédération des entreprises du Congo (FEC). Cela a préjudicié principalement les secteurs comme ceux des banques, du tourisme, des agences de voyages en ligne, les vendeurs des véhicules en lignes et les détenteurs des sites de marketing sur internet.

DGA : les directeurs provinciaux et les services opérationnels invités à mettre fin au laxisme dans les tâches quotidiennes. Pour « mobiliser les recettes assignées par le gouvernement pour l'exercice 2018 aux services générateurs des recettes », le directeur général adjoint de la Direction générale des douanes et accises (DGDA) invite les directeurs

provinciaux et les services opérationnels à mettre fin au laxisme, à la légèreté dans l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes et à ne pas hésiter à sanctionner le personnel qui se compromet dans l'accomplissement de ses devoirs. Il a indiqué qu'à l'issue de l'exercice 2017, les recettes mobilisées par la DGDA étaient de l'ordre de 1386 437 397 485 FC. Ces recettes, a-t-il indiqué, ont accusé une forte baisse par rapport aux prévisions budgétaires du même exercice.

Joseph Kabila : « Il n'y a pas une cogestion de l'Etat Congolais par la Monusco ». Lors de sa conférence de presse vendredi 26 janvier à Kinshasa, le président Joseph Kabila a appelé à une clarification des relations entre la RDC et la Monusco, qualifiant de négatif le bilan de la mission onusienne déployée dans ce pays depuis près de 20 ans. Joseph Kabila refuse que la RDC passe pour un pays sous tutelle de la Monusco. Joseph Kabila souligne que la Monusco n'a neutralisé aucun groupe armé en RDC. Il existe des contacts avec des pays voisins pour des solutions concertées concernant les réfugiés et la sécurisation des frontières. Mais, le président Kabila affirme que la RDC doit se faire respecter. Quant à la sécurité dans le pays, le président Kabila rassure de gagner cette fois la paix dans les provinces où des groupes armés demeurent encore actifs avec cette traque que met depuis bientôt une semaine les Fardc.

Kananga : 6 prisonniers s'évadent après l'accident du véhicule qui les transportait vers tribunal. Un véhicule de marque Land Cruiser transportant des détenus de la prison centrale de Kananga vers le tribunal de paix de Katoka s'est renversé vendredi 26 janvier au Rond-point Notre Dame. Six des treize détenus embarqués dans le véhicule se sont évadés.

Vital Kamerhe : « Le président Kabila a une vision édulcorée de la réalité de la RDC ». « Pour le président Kabila, le pays se porte mieux aujourd'hui. Le président a une vision édulcorée de la réalité. Car la vie de la population est au plus bas avec le retour des maladies autrefois éradiquées comme le choléra à cause d'une absence de politique en matière d'hygiène. Dans quel pays vit M. Kabila ? En tout cas pas en RDC ? Une capitale envahie par les immondices ? Une perte vertigineuse de pouvoir d'achat, grève des fonctionnaires, l'accès au soin de santé est quasi nul. Joseph Kabila a manqué de considération vis-à-vis du peuple congolais », a affirmé Vital Kamerhe au cours d'une conférence de presse organisée ce samedi 27 janvier à Kinshasa. Selon lui, les contraintes du calendrier électoral proposé par la CENI ne peuvent pas être un alibi pour repousser élections. Il suspecte le pouvoir en place de reporter à nouveau les élections. Selon lui, le président Kabila est aujourd'hui un homme isolé. « M. Kabila voulait transformer les Zaïrois que nous étions en Congolais, parce qu'il estimait que des Zaïrois étaient des jouisseurs, des nuls. C'est une insulte au peuple Congolais. J'exige qu'il puisse retirer cette phrase insultante. Où, était-il en ce moment où nous étions zaïrois ? Etait-il zaïrois comme nous ou pas ? Je me souviens à cette époque-là, étudiants zaïrois à l'Université de Kinshasa, nous avions des logements, on ne payait pas des frais académiques, on nous payait une bourse d'étude par le gouvernement zaïrois », s'est appelé Vital Kamerhe.

Tribunal de travail de Kisangani : au moins 600 dossiers bloqués par manque des juges assesseurs. Plus de 600 dossiers judiciaires traînent au tribunal de travail de Kisangani, faute des juges assesseurs qui doivent être désignés par l'arrêté du ministre de Travail et prévoyance sociale. Une centaine de justiciables dont les dossiers étaient pris en délibérés par le tribunal de grande instance et transférés au tribunal de travail, depuis plus de deux ans, réclament que les dossiers soient ramenés au leur retour dans cette juridiction pour le jugement. Plus de deux ans depuis son implantation dans la ville, le tribunal de travail de Kisangani ne peut siéger faute de juges assesseurs. Ces derniers biens que proposés par les organisations professionnelles des employeurs et travailleurs ne sont toujours pas nommés par un arrêté du ministre de travail et prévoyance sociale.

Dimanche 28 janvier.

Florence Marchal : « la Monusco est en RDC pour renforcer les autorités dans l'exercice de leur responsabilité vis-à-vis du peuple ». « La Monusco est présente en RDC en application des résolutions du conseil de sécurité de l'ONU, non pour se substituer aux autorités mais pour les renforcer dans l'exercice de leur responsabilité vis-à-vis du peuple » a affirmé samedi Florence Marchal, la porte-parole de la Monusco. Face à la presse vendredi dernier, le chef de l'Etat congolais avait appelé à une clarification des relations entre la RDC et la Monusco, estimant notamment que la RDC passe pour un pays sous tutelle de la Monusco. Mme Marchal a toutefois assuré que la mission de l'ONU en RDC maintient un dialogue permanent avec le gouvernement congolais sur la mise en œuvre de son mandat qui, a-t-elle précisé, consiste en soutien aux autorités congolaises « pour le bien-être des populations ». Et ce mandat de la Monusco a comme priorités « le soutien à l'organisation des élections dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre et la neutralisation des groupes armés à l'appui des autorités de la RDC » a dit Florence Marchal.

Pour Claudel Lubaya, le point de presse de Kabila « est une litanie d'incantations sans réponses attendues». Le président du parti politique de l'opposition Union démocratique africaine (UDA) Claudel Lubaya estime que lors de son point de presse organisé vendredi 26 janvier, le président Joseph Kabila s'est contenté seulement de verser «une litanie

d'incantations pour répondre à certaines évidences mais sans donner des réponses attendues ». D'après lui, le chef de l'Etat congolais a donné l'impression qu'il est propriétaire de la RDC et qu'à ce titre, il détient la constitution, a-t-il déduit.

Antonio Guterres condamne l'assassinat d'un casque bleu pakistanais à Baraka. Le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres condamne l'assassinat d'un casque bleu pakistanais de la Monusco, survenu samedi 27 janvier. Le soldat de la paix a trouvé la mort à la suite d'une embuscade tendue par des membres d'un groupe armé près de Lulimba, une localité située à environ 96 km au sud-ouest de Baraka. Un autre casque bleu a été blessé dans l'attaque.

Bukavu : sit-in de la société civile pour protester contre l'insécurité. La société civile de Bukavu a organisé samedi un sit-in devant le grand magasin Kotecha pour protester contre le regain de l'insécurité dans la ville. Le dernier cas en date remonte à Jeudi dernier. Un changeur de monnaie est mort et une dizaine d'autres blessés dans une attaque des hommes armés devant le magasin Kotecha au centre-ville de Bukavu. Les criminels ont réussi à amasser de l'argent dans des sacs avant de s'échapper «en toute quiétude» en direction du Lac Kivu.

Tshopo : plus de 120 enfants décédés à la suite du tétanos maternel entre 2016 et 2017. Plus de 120 enfants sont morts à la suite du tétanos maternel et néonatal entre 2016 et 2017 dans la province de la Tshopo, a révélé samedi 28 janvier à la presse le médecin coordonnateur du Programme élargi de vaccination (PEV) dans la province le Dr. Boms Bonyoma. Le tétanos néonatal frappe rapidement, tuant les nouveau-nés peu après la naissance. Il est dû au Clostridium tetani, une bactérie qui pénètre par une blessure ouverte ou une inoculation. Dans la province de la Tshopo, les accouchements à domicile, la médiocrité des services de vaccination, des services obstétricaux limités et non hygiénique ou encore inexistants, sont parmi les causes de la recrudescence de cette pathologie, a indiqué le représentant du PEV dans la province.

Kananga : plaidoyer pour l'envoi de certains miliciens détenus dans un centre neuropsychiatrique. Le Réseau provincial des ONG des droits de l'homme du Congo (Reprodhoc appelle l'auditeur militaire supérieur à envoyer certains présumés miliciens Kamuina Nsapu détenus à la prison centrale de Kananga dans un centre neuropsychiatrique. D'après le secrétaire exécutif de ce collectif d'ONG au Kasai-Central Arthur Padinganyi, d'une soixantaine de ces miliciens incarcérés présenteraient des signes de débilite mentale.

RDC : le PALU « salue » l'initiative de Kabila de parler à la Nation. Le Parti Lumumbiste unifié (PALU) salue l'initiative du président Joseph Kabila de parler à la nation à travers sa conférence de presse du vendredi 26 janvier. Il estime qu'à travers cette communication avec la presse, le chef de l'Etat congolais a joué son rôle, celui de répondre à la question de savoir « où allons-nous avec la nation ». M. Gizenga dit espérer que le travail sera fait du côté de Joseph Kabila pour que les congolais s'apaisent et qu'ils aillent aux élections.

Nord-Kivu : l'armée dénonce la collaboration entre la population et les groupes armés. Des groupes armés Mai-Mai ont le soutien de certains leader Nande, Hunde et Kobo alors que les miliciens Nyatura ont le soutien de certains leaders Hutu, affirment des responsables militaires à Kibirizi. Selon ces derniers, ces groupes armés sont utilisés pour les règlements des comptes entre ces communautés. Ce qui justifie des assassinats, meurtres et kidnappings interminables dans la zone, conclut la même source. Le président de la société civile de Kibirizi, Dieudonné Nguka, estime que des circonstances de moment imposent « certains liens d'affaires » entre les habitants du milieu et ces groupes armés. « Nous allons dans les champs, des miliciens nous imposent des taxes. Nous payons 1000 FC par mois par agriculteur. Ils nous demandent aussi, par contrainte, un sachet du sel. Avec ça on dit que nous collaborons avec des miliciens. Mais si le gouvernement et l'armée chassent ces miliciens, cette situation prendra fin », indique Dieudonné Nguka.

Le Président Joseph Kabila est « insensible aux aspirations de son peuple », selon le G7. Pierre Lumbi, président en exercice du G7 qui a réagi ce dimanche 28 janvier à la conférence de presse du président Joseph Kabila estime que le chef de l'Etat n'as pas été au rendez-vous de l'histoire. Pour ce regroupement des partis frondeurs de la Majorité présidentielle, le président Joseph Kabila est insensible aux aspirations de son peuple. Pour lui, tout ceci montre que le président Joseph Kabila, son gouvernement et ses partisans ne veulent ni de la démocratie, ni de l'Etat de droit, ni de la réconciliation nationale ni de la paix, ni des élections crédibles pour sortir du chaos dans lequel ils précipitent chaque jour davantage la RDC. Le G7 insiste sur le fait que l'année 2018 doit être une année électorale et « de la fin de la dictature et des dirigeants illégaux ».

Sud-Ubangi : l'assemblée provinciale demande à l'exécutif de poursuivre en justice José Makila et Oscar Molambo. L'assemblée provinciale du Sud-Ubangi demande au nouveau gouvernement provincial de porter plainte contre l'équipe sortante du gouverneur intérimaire Oscar Molambo et José Makila, ancien gouverneur de cette province. L'assemblée provinciale estime que le gouvernement sortant a appauvri le Sud-Ubangi, en brillant par plusieurs actes de détournement

des fonds et biens de cette province. L'examen fait par les députés provinciaux révèle plusieurs cas de détournement. Parmi les principaux auteurs, l'ancien gouverneur José Makila devenu vice-premier ministre des Transports est accusé d'avoir détourné 1 821 000 dollars, dont un crédit octroyé à la province du Sud-Ubangi par Afriland Bank, qui n'aurait « servi à rien ». Le gouverneur intérimaire Oscar Molambo, lui, devra être poursuivi pour détournement d'un véhicule 4X4, de 4 motos et de 94 millions des francs congolais du denier public. Par ailleurs, l'assemblée provinciale exhorte le nouveau gouvernement dirigé par Taila Nage d'honorer la facture de 175 000 dollars de la société chinoise qui a livré 7 minibus qui opèrent pour le transport urbain en commun à Gemena. José Makila estime que les députés provinciaux du Sud-Ubangi font preuve d'incompétence, de piètre figure et de manipulation politicienne. Il regrette que ces députés qui sont à l'organe délibérant depuis dix ans soient «incapables» de « faire la différence » entre un audit technique et celui politique.

Lundi 29 janvier.

Tshopo : 1505 cas de lèpre enregistrés en trois ans. En moyenne 1505 cas de la lèpre ont été notifiés entre 2015 et 2017, rapporte le docteur Jean Musafiri, coordonnateur provincial du Programme national de lutte contre la lèpre et la tuberculose dimanche 28 janvier. Il note que le taux de guérison annuelle dépasse 95%. Selon le coordonnateur provincial de ce programme, la province de la Tshopo est parmi les provinces endémiques du pays. Plus d'une dizaine de zones de santé sont très affectées par cette maladie dans cette région notamment Ubundu, Lowa, Bafwasende et Yaisuli. Pour le Docteur Jean Musafiri, des stratégies de sensibilisation de la population pour qu'elle se fasse dépister et la mise en traitement rapide des malades sont envisagées pour «couper la chaîne de transmission» de cette maladie millénaire.

Nord-Kivu: des déplacés affluent vers Mwesso. La localité de Mwesso dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu) accueille depuis quelques jours de plus en plus des déplacés en provenance des localités environnantes notamment Rugarama, Kasanje Mbuhi et autres, a indiqué dimanche 28 janvier la société civile de Kitshanga. Ces personnes fuient les affrontements à répétition entre les groupes armés CNRD et Nyatura, actifs dans une grande partie de Masisi.

Kinshasa: deux morts dans un accrochage entre policiers et hommes armés à Bandalungwa. Deux personnes ont trouvé la mort dans un échange des tirs, dimanche 28 janvier dans la soirée, entre des policiers et un groupe de bandits dans la commune de Bandalungwa à Kinshasa. Les forces de l'ordre s'étaient lancées à la poursuite de ce groupe de malfrats après qu'un Libanais, dont le véhicule a été ravi par ces derniers au niveau de la place Kintambo-Magasin, a alerté d'urgence une unité de la police dans le secteur.

Tshopo : la Fondation Famille Gertler se retire de l'Hôpital du Cinquantenaire de Kisangani. Le contrat de gestion de cet hôpital par cette Fondation a pris fin le 21 janvier dernier. Dans un rapport rendu public la semaine dernière, le président du conseil d'administration de la Fondation Famille Gertler, Pieter Deboutte a signifié au gouvernement congolais sa volonté de ne plus renouveler ce contrat. Construit en janvier 2013 par la Fondation Famille Gertler sur demande du président Joseph Kabila, l'hôpital du Cinquantenaire de Kisangani était géré par la Fondation de l'homme d'affaires Dan Gertler depuis cinq ans. Cette dernière la subventionnait à hauteur d'un million de dollars américains par an.

Uvira: l'armée pilonne les miliciens de Yakutumba à Ubwari. Des coups de feu à la mitraillette et à l'arme lourde ont été entendus dimanche 28 janvier matin dans les villages de Mizimu, Dine, Manga et Katenga. Des bateaux de guerre positionnés sur le lac Tanganyika ont pilonné les collines surplombant ces villages censés abriter les miliciens du groupe Yakutumba, selon des sources militaires. Après avoir repris plusieurs localités jadis occupées par les Maï-Maï, dont Kazimiya et Nemba, les Fardc poursuivent leurs avancées vers le dernier fief du chef rebelle Yakutumba. Il s'agit de la presqu'île d'Ubwari dans le territoire de Fizi, au Sud-Kivu.

Antonio Guterres: «Ce qu'il faut, c'est que la constitution soit respectée» en RDC. M. Guterres a affirmé la détermination de la Monusco d'accomplir sa mission en RDC dans la loyauté : «Ce qu'il nous faut, c'est d'avoir les élections jusqu'à la fin de l'année. Et ce qu'il nous faut, c'est que la constitution soit respectée. Et là, nous ferons de notre mieux, d'une façon loyale est ouverte, pour que les deux conditions soient remplies.» Il a aussi souligné la nécessité de respecter « les mesures de rétablissement de la confiance », parlant de la libération de prisonniers politiques. Celle-ci avait été convenue par les signataires de l'accord politique du 31 décembre 2016, qui prévoit une cogestion du pays entre pouvoir et opposition jusqu'à la tenue d'élections générales. Lors de sa conférence de presse de vendredi, Joseph Kabila, avait estimé que la Monusco avait failli à sa mission, l'accusant aussi de « n'avoir neutralisé aucun groupe armé en RDC ».

Frais académiques en RDC : le taux de change fixé à 920 FC pour 1 dollar américain. Le taux de change retenu pour les frais académiques dans les universités et les instituts supérieurs publics de la République démocratique du Congo est de 920 Fc pour un dollar américain. Pour les étudiants qui ont payé à un taux élevé, il demande que la différence soit considérée comme avance aux prochaines tranches, précise le ministre qui insiste que «cette mesure ne peut souffrir

d'aucune interprétation ou tergiversation.» Avec cette décision du gouvernement, Steve Mbikayi estime qu'il n'y a donc plus des raisons pour les étudiants de manifester. Il appelle tous les étudiants de la RDC au calme. En RDC, les prix des biens, services et rémunérations y compris dans le secteur public, sont référencés en dollar américain et payables en franc congolais. Le taux de change officiel diffère presque toujours de celui du marché parallèle. La fixation du taux de change pour le paiement des frais académiques à 920 francs congolais le dollar préjudicie le corps académique, scientifique et administratif de l'Université de Kinshasa (UNIKIN), a déclaré lundi 29 janvier le professeur David Lubo Yambele, secrétaire général du Conseil de professeurs d'université au Congo (CPUC).

Kasaï-Central : des villages de Tshimpidinga désertés. Quelques villages de la région de Tshimpidinga, à une quinzaine de kilomètres à l'est de Kananga (Kasaï-Central) se vident régulièrement de leurs habitants depuis une semaine. Les habitants se sont réfugiés en brousse, fuyant diverses exactions des militaires déployés dans cette périphérie de la ville, selon un notable local.

Sud-Kivu : lancement officiel de la campagne de vaccination contre la rougeole. La division provinciale de la santé du Sud-Kivu, a officiellement lancé lundi 29 janvier à Bukavu une campagne de vaccination de riposte contre la rougeole en faveur des enfants âgés de 6 mois à 10 ans. L'objectif est d'arrêter l'épidémie de rougeole dans la province où plusieurs cas ont été signalés.

Walikale : un mort dans des affrontements entre deux factions de la milice NDC à Ihana. Une personne a été tuée et plusieurs autres blessées lors des affrontements entre deux factions de la milice Nduma defense of Congo (NDC), lundi 29 janvier matin, dans les villages Mukaka et Kailinge, en groupement Ihana, territoire de Walikale (Nord-Kivu). Selon des sources concordantes, plusieurs habitants de ces villages fuient déjà leurs habitations.

Mardi 30 janvier.

RDC : la France condamne l'attaque contre la Monusco à Baraka. La France condamne l'attaque contre la Mission de l'ONU en RDC survenue samedi 27 janvier dernier à Baraka (Sud-Kivu). Cette attaque a entraîné la mort d'un casque bleu pakistanais et en a blessé un autre. Dans son communiqué publié lundi 29 janvier, Paris appelle les autorités congolaises «à faire la lumière sur cette attaque.» Malgré ses assauts contre les soldats de la paix «la France réitère son plein soutien à l'action stabilisatrice de la Monusco et de ses contingents».

Plaidoyer pour l'évacuation à l'étranger de Gecoco Mulumba, malade et en détention. La famille du député national Gérard Mulumba «Gecoco» plaide pour l'évacuation de leur fils, dont l'état de santé se dégrade depuis sa détention en novembre 2017. «Toujours souffrant, les médecins préconisent son évacuation, parce qu'ils ne savent pas lui apporter les soins nécessaires, les soins appropriés ici au pays.» Le Tribunal de grande instance de la Gombe reste sourd à cette requête. Ce qui inquiète la famille du député.

Lubumbashi: la Ceni vulgarise la machine à voter. Le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante, Nobert Basengezi, s'est entretenu lundi 29 janvier avec les différentes couches de la population de Lubumbashi (Haut-Katanga) sur le calendrier électoral. Il a expliqué les avantages de la machine à voter, après quelques minutes de simulation de vote. Le vice-président de la CENI est attendu ce mardi à Likasi pour la même sensibilisation.

Trois morts dans les affrontements entre FARDC et FNL à Kiliba. Trois personnes ont été tuées lundi 29 janvier dans les affrontements qui ont opposé à Kiliba en territoire d'Uvira (Sud-Kivu) l'armée régulière et des hommes armés identifiés comme des rebelles burundais des Forces nationales de libération (FNL).

Les produits laitiers de Lactalis interdits en RDC. Le gouvernement de la RDC a interdit lundi 29 janvier l'importation, la vente et la consommation de produits laitiers infantiles et nutritionnels fabriqués par la Société Lactalis/ France sur toute l'étendue du pays. Parmi ces produits figurent Picot, Céréales céréline, Amlik, Procure, Santuri.

Les Fardc satisfaites de la traque des rebelles de la LRA dans les Haut et Bas-Uele. Le chef d'état-major général adjoint des Fardc chargé de l'administration et logistique, le général-major Célestin Musese, salue les efforts de ses hommes pour améliorer la sécurité dans les provinces du Haut et Bas-Uele. Il évoque notamment leurs actions menées dans la traque des rebelles ougandais de la LRA, dont les exactions ne sont plus signalées dans la région.

Lubumbashi: les agents de la FAO en formation sur l'identification du virus de la grippe aviaire. L'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) organise depuis lundi 29 janvier à Lubumbashi un atelier de formation des agents de terrain du Grand Katanga et de la région du Grand Kasaï. Cette formation vise à «outiller ces

agents afin de leur permettre de se doter des capacités nécessaires pour identifier le virus de la grippe aviaire et de transmettre l'information » à qui de droit à temps, en vue d'une riposte efficace, indique Philippe Kone, team Leader FAO/Kinshasa. Ces agents de terrain sont principalement des médecins vétérinaires.

Sud-Kivu: 355 maisons détruites par la pluie à Kiliba. Au moins 355 maisons ont été détruites à la suite de la pluie qui s'est abattue samedi 27 janvier à Kiliba en territoire d'Uvira (Sud-Kivu). Des toitures des maisons sont emportées et des murs écroulés, rapporte la société civile de Kiliba. Selon la même source, des centaines des familles sont sans abris et passent la nuit dans des bâtiments d'écoles et d'églises. D'autres se trouvent dans des familles d'accueil où ils vivent dans des conditions déplorables. Une personne est morte et plusieurs autres sont blessées.

Kwilu: vente des parcelles du domaine public de l'Etat. Les services publics procèdent au morcellement et à la vente des parcelles du domaine public de l'Etat à Kikwit (Kwilu), ont dénoncé lundi 29 janvier des organisations de la société civile locale. Cette opération fait suite à une décision prise en décembre dernier par l'exécutif provincial du Kwilu. Le morcellement et vente de ces parcelles du domaine public de l'Etat concerne la ville de Kikwit, les territoires de Bulungu, Gungu, Idiofa et Masi-Manimba. Les prix de ces parcelles morcelées ont été rendus publics dans une circulaire du gouverneur de province datée du 30 décembre 2017. Ainsi au quartier Plateau, ville de Kikwit, la parcelle revient à 12.000 dollars américains. A Bulungu et à Gungu, la parcelle se vend à 300 \$ tandis qu'à Idiofa et Masi-Manimba, le prix est fixé à 200 \$. Le maire de Kikwit précise, dans un communiqué officiel diffusé sur les ondes des radios locales, que les fonds générés par cette opération seront affectés à l'achat d'engins roulants pour les travaux d'assainissement et de lutte antiérosive dans cette ville.

Haut Lomami : inauguration d'une centrale de distribution médicaments à Kamina. Le ministre provinciale de la Santé du Haut Lomami a inauguré dimanche 28 janvier à Kamina, la centrale de distribution des médicaments du Haut-Lomami. Depuis son installation en 2002, cette centrale qui alimente les 16 zones de santé du Haut-Lomami en médicaments, conservait ses produits dans « un site inapproprié et peu viable, avec tous les risques d'altération des produits », indique le directeur de cette structure, Elite Musenge. « Nous pouvons dès à présent remplir correctement notre mission qui consiste à conserver, stocker et distribuer les médicaments ».

Cinq morts dans les affrontements entre les civils et les policiers à Lukutu (Tshopo). Cinq personnes ont été tuées et deux autres grièvement blessées lors d'un affrontement lundi 29 janvier entre les habitants de la cité de Lokutu dans le territoire de Basoko (Tshopo) et les éléments de la police nationale congolaise (PNC). Un véhicule appartenant à la société PHC/Feronia a tamponné une femme et son bébé, qui sont décédés sur le champ au camp Bohuma. Dans sa fuite, le conducteur du véhicule a encore tamponné une autre femme vendeuse au bord de la route qui est aussi décédée sur place. Les habitants en colère ainsi que les membres de la famille des victimes se sont lancés à la poursuite du chauffeur, qui a trouvé refuge au sous commissariat de la Police nationale congolaise de Lokutu. Les policiers ont tiré des coups de feu en l'air pour disperser les manifestants. Face à la résistance, un policier a tiré à bout portant sur un membre de la famille d'une des victimes. Ce dernier a rendu l'âme sur le champ. Les manifestants en colère ont réussi à récupérer un policier qu'ils ont lynché. Un autre policier a été grièvement blessé.

L'entreprise minière CDM promet des caniveaux pour canaliser les eaux usées de son usine de Kasapa. L'entreprise minière Congo Dong Fang Mining (CDM) va construire des caniveaux pour canaliser les eaux provenant de son usine du quartier Kasapa, commune Annexe, à Lubumbashi. Ce compromis a été trouvé entre la commune et l'entreprise. Cette dernière est accusée par les habitants de la municipalité de laisser couler les eaux de son usine qui inondent les maisons d'habitation et polluent l'environnement. Ce que nie l'entreprise.

Nord-Kivu : des milliers de déplacés sans assistance à Bwito. Des milliers de déplacés vivent sans assistance depuis environ onze mois dans l'agglomération de Kanyabayonga, à cheval entre les territoires de Rutshuru et Lubero, 150 km au nord de Goma. Ces déplacés ont fui des conflits ethniques, les incendies des maisons et les attaques récurrentes dans au moins 13 localités de la chefferie de Bwito par des groupes armés à connotation ethnique. Les deniers sont arrivés en décembre 2017 et début janvier 2018, indique le président de leur comité, Jean-Pierre Limande. Pour lui, la carence en eau potable dans le milieu, la famine et la pauvreté des familles d'accueil rendent ces populations de plus en plus vulnérables.

Affrontements dans l'Est de la RDC : 7 000 Congolais fuient au Burundi. Les affrontements dans l'Est de la RDC ont provoqué le déplacement, depuis la semaine dernière, de près de sept mille Congolais au Burundi, a alerté le HCR. Selon le site des Nations unies qui livre cette nouvelle, mardi 30 janvier, 1 200 autres ont fui en Tanzanie. D'autres encore se dirigent vers l'Ouganda, sans plus de précisions sur le nombre. L'agence de l'ONU indique que beaucoup d'autres sont déplacés à l'intérieur du Sud-Kivu dans des conditions précaires sans abri ni nourriture. Des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes ont ainsi abandonné leurs maisons, au milieu des opérations militaires intensifiées contre les groupes armés Maï-

Mai dans la province du Sud-Kivu, précise le HCR, qui fait remarquer que ces réfugiés et ces déplacés internes indiquent fuir le recrutement forcé, la violence directe et d'autres abus commis par des groupes armés. D'autres disent avoir fui par peur et en prévision d'opérations militaires. En Tanzanie, les Congolais s'y réfugient en traversant aussi le Lac Tanganyika. Ils passent directement du Sud Kivu à des endroits dans et autour de la ville de Kigoma. Alors que ces réfugiés arrivent parfois épuisés et malades, l'afflux continue d'exercer sur place une énorme pression sur les abris, l'eau et les installations sanitaires existants. En Ouganda, le nombre d'arrivants congolais est également en hausse, en raison des conflits au nord de la RDC : des violences intercommunautaires dans la province de l'Ituri, ainsi que les activités de groupes armés et des offensives militaires au Nord-Kivu. Depuis décembre 2017, plus de 15 000 personnes ont traversé la frontière de l'Ouganda à pied ou via le lac Albert, à bord de bateaux de pêche et de canoés, rappelle le HCR. Le nombre des arrivants en janvier – près de 330 personnes par jour – est quatre fois plus élevé qu'en décembre. Actuellement, ce sont près de 5 millions de Congolais qui sont déplacés, dont 674 879 exilés dans les pays voisins africains et environ 4,35 millions à l'intérieur du pays. «Cela place la RDC parmi les plus grandes crises de déplacement au monde», conclut l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

RDC : la VSV demande la restitution des corps des personnes tuées lors de la marche du 21 janvier. La Voix des sans voix (VSV) demande aux autorités de la RDC de restituer les corps des personnes tuées lors des manifestations du 21 janvier dernier à Kinshasa. Cette ONG a formulé cette demande lundi 29 janvier, au cours d'une conférence de presse organisée à Kinshasa. «Les responsables des hôpitaux ont reçu les instructions des autorités congolaises pour interdire tout accès aux corps sans vie par les membres des familles. C'est inacceptable», a dénoncé Rostin Manketa, le secrétaire exécutif de la VSV. Il a fait savoir que les familles des victimes tiennent à enterrer elles-mêmes les dépouilles de leurs êtres chers avec dignité.

Kinshasa : Filimbi dénonce la détention «arbitraire» de ses membres détenus depuis un mois. Le mouvement citoyen Filimbi (sifflet en français) dénonce la détention «arbitraire» de cinq de ses membres arrêtés depuis le 30 décembre 2017. «Ils ont été arrêtés pendant qu'ils sensibilisaient dans la rue sur la marche du 31 décembre 2017. Depuis qu'ils sont arrêtés, nous n'avons plus de messages quant à leurs destinations», a déploré Me Kabeya Lukusa, leur avocat. Me Kabeya Lukusa a aussi indiqué qu'il ne parvient pas à assister ses clients. «Toutes les portes sont fermées», fait-il savoir.

Enseignant supérieur et universitaire : les frais connexes servent au fonctionnement des universités, précise Steve Mbikayi. Les frais connexes sont utilisés pour le fonctionnement des universités et la vente des imprimés, a affirmé mardi 30 janvier, le ministre Steve Mbikayi. Il réagissait à la proposition du secrétaire général du Conseil des professeurs d'Université au Congo (CPUC), professeur David Lubo lui demandant de renoncer aux frais connexes et aux frais des diplômés universitaires qu'il signe.

Mercredi 31 janvier.

Kasaï : le présumé commanditaire des assassinats des experts de l'ONU serait porté disparu, selon son avocat. Me Trésor Kabangu, l'avocat de Constantin Tshidime dit «Bula Bula», chef de village soupçonné d'être le commanditaire du meurtre de deux experts de l'ONU au Kasaï, s'inquiète pour son client dont il est sans nouvelles depuis plusieurs jours. Il a déclaré mardi 30 janvier n'avoir plus revu son client alors que ce dernier devait se présenter à une deuxième audition devant l'auditeur militaire supérieur de Kananga la semaine dernière. De son côté, l'auditeur militaire supérieur de Kananga affirme que "Bula Bula" n'est pas porté disparu. Sans révéler le lieu où se trouve le prévenu, le lieutenant-colonel Jean-Blaise Bwamulundu demande à son avocat d'aller s'informer auprès de lui.

Kikwit: la population préoccupée par l'arrivée des troupeaux de zébus. Des troupeaux de zébus, en provenance probablement de l'Est de la RDC, arrivent dans les provinces du Kwango et Kwilu depuis 2017. Le passage de ces bovidés, qui ne sont pas de races locales, suscite beaucoup d'interrogations auprès des habitants de l'ex-province du Bandundu. Certaines sources ont signalé mardi 30 janvier la présence de ces troupeaux dans plusieurs brousses, notamment vers Vanga et Masamuna dans le Kwilu, et vers Bukanga-Lonzo et Popo-Kabaka dans le Kwango.

Ex-Katanga : des entreprises minières appelées à apprêter leurs chiffres. La coordonnatrice nationale intérimaire de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) appelle les entreprises minières opérant dans l'Ex-Katanga à collaborer avec son organisation pour l'élaboration du rapport « ITIE-RDC 2016 ». L'ITIE est une organisation qui promeut la transparence des revenus dans les secteurs minier et pétrolier. Elle exige la publication d'informations sur l'ensemble de la chaîne de valeur des industries extractives, depuis le point d'extraction des ressources naturelles jusqu'à la manière dont les revenus parviennent au gouvernement et dont ils profitent à la population. Il s'agit notamment de montrer comment les licences et les contrats sont octroyés et enregistrés, et d'indiquer l'identité des propriétaires réels de ces

exploitations, la nature des dispositions fiscales et juridiques, les quantités produites, le montant des paiements effectués, la destination de ces revenus et la contribution du secteur à l'économie, y compris l'emploi.

Kasaï-Oriental: accusé d'avoir empêché la tenue des messes, Ngoy Kasanji demande des preuves. Le gouverneur du Kasaï-Oriental Alphonse Ngoyi Kasanji demande au clergé catholique qui l'accuse d'avoir demandé à la police d'empêcher les célébrations eucharistiques le 21 janvier dernier, de brandir les preuves de cette accusation. Dans une lettre datée du 23 janvier, les membres du clergé catholique de Mbuji-Mayi avaient adressé leurs vives protestations au gouverneur, l'accusant d'être à l'origine de plusieurs bavures policières enregistrées dimanche 21 janvier dernier lors de l'intervention des forces de l'ordre contre les fidèles catholiques qui avaient prévu de marcher ce jour-là à l'appel du comité des laïcs pour demander l'application intégrale de l'accord du 31 décembre. Dans leur lettre, les membres du clergé accusaient le gouverneur d'avoir ordonné aux forces de l'ordre de profaner les églises et d'empêcher les prêtres de célébrer la messe.

Tshopo : le pont Maïko de nouveau abîmé. Le pont Maïko, jeté sur la rivière qui porte le même nom sur la route Lubutu-Kisangani, se trouve de nouveau dans un état délabré. Long de 140 mètres avec une capacité de supporter un poids de 25 tonnes, cet ouvrage avait pourtant été réhabilité en juin 2017 par l'office des routes. Il a été endommagé le weekend-end dernier après le passage d'un véhicule remorque.

Burundi : reddition d'un chef milicien Yakutumba. Un commandant de la force marine du chef milicien Yakutumba, connu sous le nom d'Ekanda alias Dracula, s'est rendu mardi 30 janvier avec sept de ses hommes grièvement blessés auprès des autorités de la province burundaise de Rumonge. Ils ont fui les affrontements de lundi contre les FARDC du côté congolais à Ubwari. Cette information livrée par des réfugiés congolais à Rumonge a été confirmée par le chef de la localité de Rubana, Hamadi Murisho Kanamaze, mardi à Baraka en présence du commandant de la force navale. D'après ce chef local, Ekanda alias Dracula s'est rendu à la police burundaise à Rumonge.

Lubero: arrestation des personnes accusées de collaborer avec les miliciens. Depuis plus d'une semaine, l'auditorat militaire des opérations Sokola 1 à Beni (Nord-Kivu) procède à l'arrestation des présumés collaborateurs des Maï-Maï dans le territoire de Lubero. Quatre notables locaux sont aux arrêts, alors que plusieurs habitants ont déjà fui cette opération pour se réfugier ailleurs, ont indiqué mardi 30 janvier les organisations de la société civile locale. Parmi les personnes déjà aux arrêts figurent le fonctionnaire délégué du gouverneur de province dans de la cité Lubero, le président de la communauté Nandé, Kyahanda Yira, le président de la société civile, noyau de Lubero-centre et un chef de localité.

L'Unicef en quête de 268 millions USD pour aider 6,3 millions d'enfants. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) cherche 268 millions de dollars américains pour assister 6,3 millions d'enfants cette année en RDC en 2018. Avec ses 268 millions USD, l'appel financier pour la réponse humanitaire de l'Unicef en RDC est la plus importante de l'organisation à travers le monde, mis à part l'appel qui concerne le Yémen et la Syrie et ses pays limitrophes. « En RDC, plus de deux millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère, soit 12% du nombre de cas dans le monde.

Nord-Kivu : le maire de Beni échappe à une attaque à la grenade artisanale. Le maire de la ville de Beni, M. Nyonyi Bwanakawa a échappé mardi 30 janvier dans la soirée, à une attaque à la grenade artisanale, près du marché central Kilokwa, par des hommes non identifiés. Ces derniers, qui étaient sur une moto ont lancé cet engin explosif à travers la fenêtre de la voiture officielle du maire, qui revenait de son bureau, relate des sources locales.

Rutshuru : des attaques des miliciens ont fait une trentaine de morts en 4 mois à Bwito. Une trentaine de personnes ont été tuées entre septembre et décembre 2017 lors des attaques des représailles des groupes armés Maï-Maï et Nyatura, au Nord de la chefferie de Bwito (Nord-Kivu). Au moins 2 000 habitations ont aussi été incendiées. En localité de Byanderema, groupement Mutanda, 70% de villages ont été incendiés, soit plus de 1 500 maisons qui sont en ruine, précise le rapport. Plus de 4000 ménages, originaires de ces 6 villages sont en déplacement à Lusogha, en groupement Kanyabayonga, où ils vivent sans aucune assistance. Ces habitants plaident pour la stabilisation de leurs entités.

Bunia : un mort dans des échauffourées entre les habitants de deux villages. Une personne a été tuée par balles, mardi 30 janvier, lors des affrontements entre les habitants du village de Leiko dans la chefferie de Kakwa et ceux de Robu dans celle de Zaki en territoire d'Aru, à la frontière avec l'Ouganda.